



Université Senghor

Université internationale de langue française
au service du développement africain

Opérateur direct de la Francophonie

Le vécu de la sécurité alimentaire par les immigrants et les étudiants internationaux francophones de la ville de Moncton

présenté par

Jeannine RASOARINORO

pour l'obtention du Master en Développement de l'Université Senghor

Département SANTE

Spécialité Politiques Nutritionnelles

le 29 Avril 2009

Devant le jury composé de :

Dr. Christian MESENGE Président

Directeur du Département Santé, Université Senghor d'Alexandrie

Prof. Lita VILLALON Examineur

Ph.D., Dt.p., professeure titulaire, Université de Moncton

Prof. Mohamed GAD Examineur

Maître de conférences, IGRS, Alexandrie

Remerciements

Ce travail n'aurait pu aboutir sans l'aide et l'appui de plusieurs acteurs que je remercie chaleureusement ici :

- Le Professeur Fernand TEXIER, Recteur de l'Université Senghor pour sa bonne gestion de cette institution.
- Le Docteur Christian MESENGE, Directeur du Département Santé pour son dévouement et sa grande disponibilité à l'encontre des étudiants, et d'avoir tout mis en œuvre afin que ce passage à l'Université Senghor soit une réussite.
- A Madame Alice MOUNIR, secrétaire du Département Santé pour l'efficacité et la gentillesse dont elle a fait preuve dans la réalisation de son travail.
- A tout le corps enseignant de l'université Senghor, qui ont sacrifié de leur temps pour transmettre leurs connaissances aux étudiants au profit du développement africain.
- Le professeur Lita VILLALON, professeure enseignante à l'Université de Moncton pour avoir accepté d'encadrer mon stage et ce mémoire, qui n'a ménagé aucun effort pour m'aider dans la réalisation de ce travail avec le professionnalisme et la compétence qui font sa réputation et la grande gentillesse qui fait d'elle une personne d'exception.
- A tout le personnel de l'Université de Moncton, spécialement de l'Ecole des Sciences des Aliments, de Nutrition et d'Etudes Familiales pour avoir facilité la réalisation de ce stage.
- A Nicole ARSENAULT qui m'a assisté pour la réalisation des ateliers.
- A ma sœur Angelina RAHARINORO, qui m'a beaucoup aidé dans l'amélioration de ce travail.
- Et à toutes personnes qui ont contribué, de près ou de loin, à la réalisation de ce mémoire.
- Aux membres du jury qui ont accepté de juger ce modeste travail.

J'adresse aussi mes vifs remerciements à :

- Tous mes collègues de la spécialité Politiques Nutritionnelles et du département Santé.
- Tous mes collègues des départements Patrimoine Culturel, Environnement et administration-Gestion de la 11^{ème} promotion, 2007-2009.
- A tous le personnel administratif et technique de l'Université Senghor.

Du climat de convivialité que j'ai bénéficié pendant mon séjour à l'Université Senghor d'Alexandrie.

Jeannine RASOARINORO

Dédicace

*A mes meilleur(e)s ami(e)s de l'Université Senghor qui ont fait
de ce séjour en Egypte un souvenir inoubliable.*

*A toute ma famille, qui m'a toujours soutenu,
Avec toute ma reconnaissance !!!*

Résumé

La population immigrante au Canada constitue un groupe vulnérable à l'insécurité alimentaire suite à leur installation dans un nouvel environnement et la confrontation avec de nouvelles nourritures et habitudes locales qui peuvent entraver leur accès à un régime alimentaire conforme à leur culture.

Afin de connaître la situation alimentaires des immigrants et de renforcer la capacité de cette communauté à lutter contre l'insécurité alimentaire, trois ateliers participatifs ont été organisés avec des groupes d'immigrants et d'étudiants internationaux francophones de la ville de Moncton. Les activités ont été basées sur l'outil : "**La nourriture, vous y avez pensé?**" qui est un cahier d'activités destiné à renforcer la capacité communautaire pour résoudre des questions de sécurité alimentaire. L'analyse et l'interprétation des données combinent la méthode qualitative et la méthode quantitative.

Tels qu'attendus, les résultats ont montré que les groupes de participants à l'étude vivent dans l'insécurité alimentaire car ils subissent une faible acculturation et ont du mal à s'adapter à la nourriture locale. Les participants ont émis beaucoup de volonté à lutter contre cette situation mais leur ardeur est limitée par un faible accès financier ainsi que la cherté des denrées alimentaires.

La participation aux ateliers a aidé les groupes à prendre conscience de l'implication de la sécurité alimentaire dans leur vie et d'améliorer leur capacité à lutter contre l'insécurité alimentaire, surtout en influençant les politiques. Il est donc tout à fait préconisé d'utiliser cet outil pour aider les populations vulnérables de Madagascar à lutter efficacement contre l'insécurité alimentaire, tout en apportant les améliorations et adaptations nécessaires aux contextes du pays.

Mots-clefs

Sécurité alimentaire, insécurité alimentaire, accès, immigrants, acculturation alimentaire, adaptation.

Abstract

Immigrant in Canada is a group vulnerable to food insecurity because of their installation in a new environment. They show a low food acculturation and are struggling to adapt to the local food customs because of their attachment with the food habits in their country of origin.

Three participatory workshops were held with groups of immigrant and international students who speak French in the city of Moncton in order to evaluate food situation and strengthen their capacity to fight against food insecurity. These workshops were based on the tool: "***Thought about food?***" which is a set of activities designed to strengthen community capacity to address food security issues.

The analysis and interpretation of data combine both qualitative and quantitative methods.

The results showed that the groups of participants are food insecure, essentially because of their difficulty to use local food. Participants expressed great willingness to exit this situation, but they are limited by financial access and the expensive food in Canada.

Their participation in these workshops helps them to improve their knowledge on food security, to be conscious of the impacts of food insecurity in their lives and to develop their ability to fight against this situation, especially in influencing food security policies. Therefore, this study has shown the effectiveness of this tool and we advise its application to fight against food insecurity of the vulnerable population in Madagascar, while bringing adaptation necessary to the contexts of the country.

Key-words

Food security, food insecurity, access, immigrants, food acculturation, adaptation.

Liste des acronymes et abréviations utilisés

ACBA : Association Canadienne des Banques Alimentaires

ANR : apports nutritionnels recommandés

ÉSANEF : École des Sciences des Aliments, de Nutrition et d'Études Familiales

FEECUM : Fédération des Étudiants et Étudiantes du centre Universitaire de Moncton

FFPM : Forces, Faiblesses, Possibilités et Menaces

HEAL : Healthy Eating, Active Living

IMC : Indice de Masse Corporelle

MAGMA : Association Multiculturelle du Grand Moncton

MAP : Madagascar Action Plan ou Plan d'Action pour Madagascar

OGM : Organismes Génétiquement Modifiés

PNAN : Plan National d'Action pour la Nutrition

PNB : Produit National Brute

PNN : Politique Nationale de Nutrition

Sommaire

Remerciements	i
Dédicace	ii
Résumé	iii
Mots-clefs	iii
Abstract.....	iv
Key-words.....	iv
Liste des acronymes et abréviations utilisés	v
Sommaire	vi
INTRODUCTION.....	1
1 CADRE THEORIQUE.....	3
1.1 L'insécurité alimentaire	3
1.1.1 Manifestations.....	4
1.1.2 Principales Causes.....	5
1.1.3 Conséquences.....	6
1.1.4 Population vulnérable à l'insécurité alimentaire.....	7
1.2 Les immigrants.....	8
1.2.1 La dynamique de l'immigration	9
1.2.2 Situation socio-économique des immigrants	9
1.2.3 Situation nutritionnelle des immigrants.....	11
1.2.4 Etude comparative aux Etats-Unis	12
1.3 Politiques de sécurité alimentaire au Canada	13
1.3.1 Les stratégies d'aide à court terme	14
1.3.2 Stratégie d'aide au développement de la capacité individuelle et communautaire.....	15
1.3.3 Les stratégies de changement au niveau du système	16
2 CADRE DE LA RECHERCHE.....	17
2.1 Questions de recherche.....	17
2.2 Hypothèse	17
2.3 But de recherche.....	17
2.4 Objectifs de recherche.....	17
2.4.1 Objectif général	17
2.4.2 Objectifs spécifiques	17
3 METHODES	18
3.1 Type d'étude.....	18

3.2	Population cible	18
3.3	Technique d'échantillonnage et méthode de recrutement.....	18
3.4	Considérations éthiques	19
3.5	Collecte des données	19
3.5.1	L'outil de collecte	20
3.5.2	La prise de note	21
3.5.3	La mise à jour des notes	21
3.5.4	Le rappel de 24 heures	22
3.6	Analyse des données	22
3.6.1	Analyse qualitative des données	22
3.6.2	Analyse quantitative des données	24
3.7	Limites et biais	24
4	RESULTATS ET DISCUSSIONS.....	26
4.1	Description de l'échantillon.....	26
4.2	Définition de la sécurité et l'insécurité alimentaire par les groupes de participants	27
4.2.1	Description de la sécurité alimentaire	27
4.2.2	Définition de l'insécurité alimentaire	30
4.2.3	Définition de la sécurité alimentaire.....	31
4.3	Effets de l'insécurité alimentaire	32
4.3.1	Effets sur « MOI ».....	32
4.3.2	Effets sur « ma FAMILLE »	32
4.3.3	Effets sur la COLLECTIVITE	33
4.3.4	Effets sur l'ECONOMIE	33
4.3.5	Effets sur l'ENVIRONNEMENT	34
4.3.6	Effets sur la SANTE	34
4.4	Les stratégies adoptées par les groupes.....	35
4.4.1	Expériences avec les stratégies de sécurité alimentaire.....	35
4.4.2	Avantages et inconvénients de chaque stratégie	37
4.5	Les politiques	38
4.5.1	Définition de « POLITIQUES »	38
4.5.2	Valeurs des politiques	39
4.5.3	Impact des politiques.....	41
4.5.4	Outils de politique	42
4.5.5	Déterminer la « politique problématique »	43
4.5.6	Analyse FFPM	46

4.6	Histoire diététique	47
4.7	Evaluation des activités	50
5	CONCLUSION ET RECOMMANDATIONS.....	53
5.1	Contexte de la sécurité alimentaire à Madagascar	54
5.2	Transfert et recommandations pour Madagascar	55
6	Références bibliographiques	ix
7	Liste des figures	xv
8	Liste des tableaux	xvi
9	Glossaire	xvii
10	Liste des annexes	xviii
10.1	Annexe 1 : effets de la malnutrition au cours de la vie.	xviii
10.2	Annexe 2 : Perspective Canadienne sur la sécurité alimentaire.	xviii
10.3	Annexe 3 : formulaire de consentement.	xviii
10.4	Annexe 4 : questionnaires préétablis.....	xviii
10.5	Annexe 5 : Histoire diététique ou rappel de 24h	xviii

INTRODUCTION

La sécurité alimentaire est, universellement reconnue, comme l'accès de tous les êtres humains, à tout moment, à une nourriture leur permettant de mener une vie saine et active (1-6). On parle de sécurité alimentaire quand tous ont accès à des aliments nutritifs et sains, qui leur conviennent et qui sont adaptés aux habitudes propres à leur culture, qu'ils ont acquis de façon respectueuse de l'environnement et équitable du point de vue social (5). Elle est tributaire du pouvoir d'achat de l'individu et du ménage (1).

Bien que réitéré lors du Sommet Mondial de l'Alimentation en Novembre 1996 comme un droit fondamental pour chaque individu, le droit à l'alimentation correspondant au droit de chacun de ne pas souffrir de la faim et de manger correctement, n'est pas toujours atteint (7), et cette situation ne fait que s'empirer (3). La faim touche encore près d'un milliard de personnes dans le monde (8), dont quelques 800 millions de sous-alimentés dans les pays en développement (2) et, plus grave encore, un ratio d'une personne sur trois en Afrique (8).

Mais ce serait une erreur de négliger la situation dans les pays développés, comme au Canada, qui est un pays riche à l'échelle mondiale (9). En effet, selon l'Agriculture et Agroalimentaire Canada en 2004, 2,33 millions de Canadiens vivaient dans l'insécurité alimentaire et éprouvaient la faim (6). Loin d'être résolue, cette situation ne fait que s'aggraver (3).

Le Canada connaît actuellement une vague d'immigration favorisée par les politiques gouvernementales (10) avec 1,4 millions de nouveaux arrivants et arrivantes, seulement entre 2001 et 2006. Près de 4 500 d'entre eux se sont installés au Nouveau Brunswick dont plus d'un tiers sont francophones (11). La performance dans le domaine de la migration francophone dans la province est surtout le fruit de l'effort de la communauté acadienne et francophone du Nouveau-Brunswick qui œuvre pour l'intégration de ce groupe (12).

Les études ont démontré que les immigrants courent un risque élevé d'insécurité alimentaire (13-16) dû, principalement, aux changements de style de vie, d'environnement et d'acculturation alimentaire (14, 17, 18). Pour plus d'efficacité, les interventions pour la sécurité alimentaire doivent prendre en compte ce groupe de la population en croissance rapide. C'est dans cette visée qu'on a décidé d'effectuer cette étude sur la sécurité alimentaire telle que vécue par les immigrants et les étudiants internationaux francophones de la ville de Moncton. Pour ce faire, les activités se baseront sur l'outil :

« **La nourriture, vous y avez pensé ?** » qui est un cahier d'activités, destiné à renforcer la capacité communautaire afin d'influencer les politiques pour résoudre les questions de sécurité alimentaire aux niveaux local, provincial et national (19).

Ce document présente une recension des écrits se rapportant à la sécurité alimentaire, à la situation particulière du Canada et des groupes d'immigrants faits dans les revues et articles scientifiques actuels. Par la suite, la méthodologie de travail, la récolte ainsi que l'analyse des données sont présentées dans la partie méthode. La description des résultats est suivie d'une discussion à la fin de laquelle, une conclusion et des recommandations pour Madagascar seront énoncées.

1 CADRE THEORIQUE

La présente recherche portant sur ***le vécu de la sécurité alimentaire par les immigrants et les étudiants internationaux francophones de la ville de Moncton*** vise à connaître la situation de la population immigrante afin de renforcer leur capacité à résoudre les problèmes liés à la sécurité alimentaire.

Dans un premier temps de l'étude, on a effectué une récession des écrits sur les termes : « la sécurité alimentaire », « la sécurité alimentaire au Canada » et « la situation alimentaire des immigrants » avec le catalogue Eloise et les bases de données en ligne de la Bibliothèque Champlain de l'Université de Moncton. Cette revue de littérature a ressorti les connaissances actuelles sur la sécurité et l'insécurité alimentaire en général, et sur la situation que vivent les immigrants au Canada.

1.1 L'insécurité alimentaire

L'insécurité alimentaire est la situation opposée de la sécurité alimentaire (4). Plusieurs définitions ont été attribuées à l'expression « insécurité alimentaire » selon la manière dont les auteurs ont abordé le sujet, mais quelques termes reviennent souvent dans ces écrits, dont : « accès inadéquat ou incertain à des aliments nutritifs » « en qualité et quantité insuffisante », « l'incertitude sur l'approvisionnement » et « de ne pouvoir se procurer les aliments par des moyens socialement acceptables » (9, 13-15, 17-20). Dans ce concept, l'insécurité alimentaire désigne l'accès restreint des ménages aux aliments pour leur permettre de combler leurs besoins énergétiques afin de mener une vie saine et active (21). D'autres auteurs ont introduit la notion de faim pour définir l'insécurité alimentaire telle que vécue au niveau individuel et familial (22, 23).

Il existe plusieurs catégories d'insécurité alimentaire :

- Du point de vue quantitatif, il se manifeste par la privation, ce qui veut dire que vous avez dû sauter des repas, ou pire encore, que vous n'avez rien à manger pendant une journée ou deux, (24). Dans ce cas, les membres du ménage, adultes et enfants, ont connu la sensation physique de la faim due à des réductions de l'alimentation (25).
- Selon une approche psychologique, elle peut impliquer une préoccupation profonde pour le prochain repas ou pendant la période où vous n'avez rien à manger, associée généralement à l'incertitude et à la peur (9, 25).

- Sur le plan économique, on peut avoir des gens qui ne disposent pas suffisamment d'argent pour s'alimenter correctement (26, 27).

Il est confirmé que la barrière économique est la principale cause de l'insécurité alimentaire. En effet, plusieurs auteurs ont démontré que le manque d'argent et autres contraintes financières constituent des barrières, et non la moindre, à un accès permanent à une nourriture suffisante, saine et nutritive (20-23, 26-28). L'insécurité alimentaire va donc de pair avec l'insécurité financière. Une enquête nationale canadienne a trouvé un risque de 10,2 fois plus élevé d'insécurité alimentaire chez les ménages à faible revenu par rapport à ceux qui ont un revenu élevé (26).

1.1.1 Manifestations

Le dynamisme de l'insécurité alimentaire varie selon les différents événements et expériences que vit chaque groupe de la population. Chez les pauvres, elle commence par la peur de manquer de nourriture, ensuite, on tente de faire des compromis sur la qualité des aliments en achetant les moins chers (4, 29). Si le revenu ne s'améliore pas, cette situation de pauvreté chronique conduit à la faim jusqu'à la privation (20). On entend par privation la situation dans laquelle une personne cesse carrément de manger, faute d'accès, pendant une journée ou plus (20,21).

L'insécurité alimentaire associée à la carence d'apport en substances nutritives rendent inéluctablement les personnes qui la vivent vulnérables à des problèmes de santé, physique, mental et peuvent avoir des répercussions au niveau social (30, 31).

Les enfants peuvent développer des problèmes de comportement et de croissance (24) qui se manifestent par un retard de croissance, une vulnérabilité accrue aux maladies et à la mort, et un dysfonctionnement psychosocial qui conduit dans certains cas à un retard de développement mental. Généralement, les dommages causés à ce stade de développement de l'enfant ont des conséquences néfastes tout au long de sa vie et peuvent même se perpétuer jusqu'à la génération suivante. Une femme enceinte qui a été soumise à la malnutrition dans son enfance présente une probabilité élevée de donner naissance à un bébé de faible poids qui risque fort d'être plus sensible aux maladies, d'être moins productif à l'avenir et de ne pouvoir sortir du cycle infernal de la pauvreté et de la malnutrition (8, 32). Cf. Effets de la malnutrition au cours de la vie, Annexe 1.

Chez les adultes, on peut rencontrer un mauvais état de santé physique et mental, une augmentation du taux de morbidité et de mortalité, l'apathie, le mal-être et la diminution de la capacité de

production (8). Au Canada, l'obésité (une valeur de l'Indice de Masse Corporelle ou IMC¹ supérieure à 30) est très fréquente avec un taux élevé de 34,2% (32, 33).

Sur les plans psychologique et social, l'insécurité alimentaire entraîne la survenue ou l'aggravation des problèmes sociaux (21, 31, 32, 34). Maintenant, la « mendicité » semble être acceptée du public et symbolise, comme les banques alimentaires, les inégalités sociales et l'accroissement des déficits alimentaires (35). Près de la moitié des utilisateurs des banques alimentaires sont bénéficiaires de l'aide sociale dont près d'un quart ayant un travail peu rémunéré souvent temporaire (36). Beaucoup de familles sont bloquées dans ce cercle vicieux de la pauvreté, naviguant entre l'aide sociale et les emplois à bas salaire (3).

La question se pose : comment se fait-il que dans un pays prospère comme le Canada, des gens vivent encore dans l'insécurité alimentaire et la pauvreté? (37)

1.1.2 Principales Causes

Le rapport du sondage « Bilan-faim 2007 » effectué par l'Association Canadienne des Banques Alimentaires (ACBA) montre que ce sont les membres des ménages à faible revenu qui vivent, essentiellement, la faim et l'insécurité alimentaire avec presque 50 % chez les familles à très faible revenu et 30 % dans les ménages à revenu moyen-inférieur (24). Quelques études ont démontré que l'incapacité de se procurer des aliments adéquats est le produit de l'incapacité financière et de la pauvreté (3, 4, 20, 24, 38-40). L'insuffisance alimentaire augmente avec la baisse du revenu et inversement, un faible revenu perpétue l'insécurité alimentaire (4, 30). Le revenu insuffisant est donc le principal obstacle à la sécurité alimentaire des ménages.

L'augmentation de l'insécurité alimentaire est aussi, en grande partie, l'effet de l'accroissement des injustices sociaux tels : la réduction des dépenses relatives aux programmes sociaux par les gouvernements fédéraux, provinciaux et territoriaux, l'accès limité à des produits de qualité et à la hausse des prix des produits alimentaires dans les zones rurales (20, 31). De plus, l'inégalité face à la sécurité alimentaire est aggravée par les écarts considérables du niveau de vie entre les Canadiens riches et les plus pauvres (24).

Il ne faut surtout pas omettre que les coûts élevés du logement épuisent vite les ressources des ménages à faible revenu et compromettent leurs accès à une alimentation saine et suffisante (41).

¹ IMC = Poids (kg) / Taille élevé au carré (m²)

Selon Graham Riches (2000), trois facteurs sont à la base de la croissance de la faim et de l'insécurité alimentaire au Canada :

- D'abord les échecs de la protection sociale dus à la restructuration économique mondiale.
- Ensuite, la réaction inadéquate de la société civile convaincue que l'aide sociale fait partie intégrante de la politique du marché du travail et a négligé les engagements à l'égard de la sécurité alimentaire.
- En dernier lieu, l'adoption des accords commerciaux internationaux ou « *marchéisation* » du système alimentaire qui réduit la capacité des collectivités locales à se nourrir (35).

Pour les défenseurs du système alimentaire urbain durable, les causes de l'insécurité alimentaire actuelle, due à l'insuffisance d'approvisionnement, sont l'expansion urbaine et industrielle à l'origine de la diminution et de la dégradation des terres qui étaient vouées à l'agriculture. Ils pointent aussi du doigt la répartition des espaces qui sont plus alloués à l'élevage qu'à l'agriculture qui, d'après eux, est une source de dilapidation des ressources alimentaires du point de vue rentabilité (42).

Face à la crise alimentaire que le monde vit actuellement, la situation des gens qui vivent déjà dans l'insécurité alimentaire ne pourrait que se détériorer.

1.1.3 Conséquences

L'insécurité alimentaire peut engendrer des conséquences néfastes dans trois domaines potentiels : physique, psychologique et socio-familial (34).

Vivre dans l'insécurité alimentaire fait courir les individus et les familles à un risque accru de mauvaises santés physique et mentale. En effet, l'insuffisance de consommation de produits nutritifs, le remplacement des produits frais en aliments bon marché riches en calories et le stress dû au manque d'argent sont des facteurs provocateurs du déclin de la santé physique en général, chez les adultes comme chez les enfants. Tout cela se traduit par une augmentation des problèmes de santé, des répercussions négatives pour la morbidité et la mortalité et une diminution de l'espérance de vie (4, 24). Si la situation d'insécurité d'alimentaire est grave, elle peut mener jusqu'à la malnutrition² (3).

Les conséquences néfastes chez les enfants peuvent se manifester par la difficulté d'apprentissage, la diminution de la concentration, un faible développement et des déficits émotionnels associés à des

² La malnutrition ici va dans les deux sens : malnutrition par excès et malnutrition par déficit.

problèmes de comportement. Ces enfants sont susceptibles de s'absenter de l'école et ceci entrave leur capacité d'apprendre, de travailler et de progresser (3, 9, 16). Corrélativement aux enfants vivant dans la sécurité alimentaire, ceux qui rencontrent des problèmes nutritionnels souffrent plus fréquemment de problèmes de santé, dont l'anémie, la perte de poids, les rhumes et les infections (9). Mais l'effet à court et à long terme de la faim chez les enfants dans les pays industrialisés est mal connu à cause de l'insuffisance de recherches développées dans ce domaine.

Pour les adultes, la malnutrition entraîne une diminution de la résistance à l'infection, une mauvaise santé fonctionnelle, une nécessité chronique de soins, une détresse et une grave dépression (31, 34). Le déséquilibre et la carence alimentaire peuvent assujettir les gens à des maladies cardiaques, au diabète, à l'hypertension artérielle et aux allergies alimentaires. Ils sont aussi enclins à souffrir d'insuffisance pondérale³ ou d'obésité⁴ morbide chez les femmes (30). Ces problèmes se répercutent sur la capacité physique des travailleurs, limitent l'activité et augmentent les risques d'invalidité. D'où une baisse de productivité ralentissant ainsi la croissance économique et rendant ces gens tributaires de l'aide sociale (30, 31).

Le lien de causalité réversible nous mène à l'hypothèse que la mauvaise santé contribue à l'insécurité alimentaire et l'insécurité alimentaire entretient la pauvreté, ces personnes sont piégées dans le cercle vicieux de la pauvreté (31). Les répercussions sociales de l'insécurité alimentaire chronique peuvent se manifester par des sentiments d'impuissance, d'exclusion et d'aliénation sociale, sources de perturbations et de fardeau pour la société toute entière (21, 34).

Pour conclure, on peut dire que les principaux aspects du développement humain dépendent de la sécurité alimentaire (34).

1.1.4 Population vulnérable à l'insécurité alimentaire

Démontrée par de nombreuses études, la population vulnérable à l'insécurité alimentaire est constituée essentiellement par des ménages qui ont des revenus inférieurs au seuil de la pauvreté tels que les chômeurs et les personnes handicapées qui dépendent de l'aide sociale, les ménages à faible revenu avec au moins un enfant de moins de six ans et/ou comportant trois enfants ou plus, les ménages monoparentaux surtout ceux dirigés par les mères, ceux qui doivent louer leur lieu d'habitation, les

³ Ici, malnutrition par déficit.

⁴ Obésité : IMC > 30, obésité morbide : IMC > 42.

peuples des Premières Nations vivant hors réserves et les foyers d'immigrants. Ces gens forment une grande partie des usagers des banques alimentaires (1, 4, 6, 8, 9, 20, 24, 30, 32, 35, 38, 43).

Selon une enquête effectuée par les banques alimentaires en 2007, la majorité des ménages qui ont recours à la stratégie d'aide alimentaire d'urgence rapportait que l'aide sociale était leur source principale de revenu. Cinquante et un pour cent de ces ménages enquêtés avaient au moins un enfant, 37,4% des adultes vivants seuls, 28,4% des familles monoparentales et 12% des couples sans enfant (24). Ces statistiques donnent une topographie des sous-groupes de personnes souffrants d'insécurité alimentaire et qui ont recours aux banques alimentaires, mais ne permettent pas de définir un autre sous-groupe qui souffre tout autant de la faim, mais qui ne fait pas appel à cette stratégie.

Il faut noter qu'à l'intérieur de ces ménages, il y a généralement des individus qui sont plus vulnérables que d'autres. On peut citer : les enfants, les femmes, les personnes âgées et les personnes en mauvais état de santé (44). Les femmes en âge de procréer, compte tenu de leur besoin spécifique en nutriments, sont plus susceptibles d'avoir une mauvaise corrélation en IMC, faible ou élevé (45). Une étude de Power EM en 2006 a mis en exergue que l'exploitation financière, dont les femmes sont généralement victimes, met en péril leur sécurité alimentaire. L'exploitation financière fait référence à la répartition inégale des vivres au sein des ménages, au profit ordinairement du mari (46).

Parmi ces groupes vulnérables se trouvent également les nouvelles arrivantes et nouveaux arrivants, composés par les immigrants, les réfugiés et les étudiants internationaux (16, 47). Le groupe de personnes âgées issu des immigrants a été identifié à un risque élevé de malnutrition, avec un taux moyen de 72,5% d'entre eux (48). Une étude effectuée par Stuff JE et al. en 2004 a démontré que l'insécurité alimentaire, les entraves physiques et les mauvais états de santé en général sont plus élevés chez la population noire par rapport aux blancs (31).

1.2 Les immigrants

Le terme « immigration » vient du latin *immigrare* qui signifie « pénétrer dans » et désigne l'entrée dans un pays de personnes qui y sont étrangères dans le but d'y séjourner pendant quelques temps, et/ou d'y travailler. En général, les migrants sont des personnes qui entrent ou qui sortent du territoire. Pour le pays hôte, « migrant » évoque habituellement le mot « étranger », et pour le pays de départ il s'agit de l'émigration (49).

L'immigration constitue un moyen idéal pour promouvoir le co-développement, en améliorant la situation économique et sociale tout aussi bien des pays d'accueil que des pays d'origine, grâce à leur

relation de complémentarité. En effet, elle constitue un moyen indispensable pour combler le déficit en main-d'œuvre dans les pays qui en ont besoin, et aide simultanément à réduire le chômage et le sous-emploi dans les pays d'origine.

1.2.1 La dynamique de l'immigration

Dans le *village global* où nous vivons actuellement, la circulation des personnes augmente rapidement, avec 191 millions de migrants internationaux en 2005 (49, 50).

Le Canada constitue une destination très convoitée par les immigrants, surnommé comme « *la terre promise* ». Au Canada, la population immigrante connaît une augmentation fulgurante avec 1,4 millions de personnes qui se sont déplacées dans le pays seulement entre 2001 et 2006 (11). Ce groupe mérite donc une attention particulière, du fait non seulement de la proportion importante dans la communauté, mais surtout de leur grande vulnérabilité du point de vue nutritionnel.

Dans le Nouveau Brunswick, au niveau provincial, on constate une grande volonté dans le recrutement d'immigrants afin de répondre aux besoins économiques importants et de pallier à une pénurie grave de main-d'œuvre. Une entente entre le gouvernement fédéral et les autorités provinciales a été mise en place afin de diminuer le délai de traitement des demandes des candidats à l'immigration dans cette province. Particulièrement pour l'immigration francophone, la province et la communauté acadienne et francophone du Nouveau-Brunswick œuvrent fortement dans l'accroissement de ce groupe minoritaire⁵. Selon Statistique Canada 2007, les immigrants francophones qui se sont installés dans cette région ont atteint le ratio record d'un tiers par rapport aux immigrants francophones totaux, ce qui constitue une véritable performance pour cette province bilingue à majorité anglophone (11).

1.2.2 Situation socio-économique des immigrants

L'immigration au Canada peut avoir plusieurs buts: professionnel (travailleurs qualifiés ou non), éducationnel (étudiants internationaux), politique et sécuritaire (réfugiés), économique (personnes fuyants la pauvreté locale), familial (regroupement familial), fiscal (pouvoir jouir d'un système fiscal moins contraignant) ... (51)

Mais quelle que soit la raison de leur venue, le processus que vivent les personnes dès le moment où ils manifestent un intérêt d'immigrer au Canada jusqu'à leur intégration à la société canadienne, reste le

⁵ L'Acadie du Nouveau-Brunswick, table de concertation provinciale sur l'immigration francophone au Nouveau-Brunswick, une terre d'accueil ouverte aux immigrants et immigrantes.

même. Il s'effectue en 4 grandes étapes : la sélection, l'établissement, l'adaptation et la contribution. La sélection dans le pays d'origine est antérieure à l'arrivée sur le territoire canadien. Ensuite, l'établissement consiste à trouver un logement, une école pour les enfants ainsi qu'un emploi. Une fois installé et tous les besoins immédiats comblés, l'immigrant s'adapte à son nouvel environnement et acquiert de plus en plus d'autonomie. La contribution au développement de la société dans laquelle il évolue vient achever ce processus (52). Afin de faciliter ce processus, des infrastructures d'accueil ont été bâties par les autorités canadiennes pour s'assurer que les immigrants reçoivent les mêmes services partout à travers tout le pays (10).

Bien que désirée par les gouvernements et les entreprises, l'intégration de ces mains d'œuvres étrangers est très difficile. Ils subissent des injustices au niveau socio-économique telles que la discrimination au niveau des salaires et de la compétence ayant pour effet un taux de chômage plus élevé que chez les natifs canadiens. Les immigrés sont rémunérés de 30% de moins, les diplômes qu'ils apportent sont dévalorisés trois fois moins que ceux délivrés par une institution canadienne qui les amène au sous-emploi (50). Le nombre de personnes à un taux de faible revenu augmente chez la population immigrante, comparativement à une baisse chez les personnes nées au Canada, d'où l'écart grandissant au niveau économique entre ces 2 groupes (53). Cette situation s'aggrave encore avec les barrières linguistiques, surtout à l'encontre des immigrants francophones (47).

La discrimination raciale aussi est un phénomène qu'on ne peut cacher quand on parle d'immigrants. En effet, les immigrants autres que d'origine européenne subissent toujours les taux de chômage les plus élevés. Cette discrimination systématique accentue les inégalités socio-économiques selon le sexe, l'origine ethnique et le temps vécu au Canada. Les plus grandes victimes sont les enfants et les femmes, surtout dans les familles monoparentales (37).

L'autre groupe « invisible » est constitué par les 300 000 à 700 000 immigrants illégaux au Canada. Leur présence répond à un besoin économique puisque 99,9% d'entre eux ont pu trouver un travail, mais en tant que clandestins, ils sont plus susceptibles de travailler dans de mauvaises conditions et d'obtenir un salaire moindre (50).

Suite à tout cela, les immigrants au Canada, quelques soient leurs âges et leurs compétences professionnelles, souffrent d'un taux de faible revenu surtout dans le groupe d'immigrants récents⁶. Selon Picot et Sweetman (2005), 34% à 46% d'entre eux sont entrés en situation de faible revenu

⁶ Selon Santé Canada, les immigrants récents sont les personnes qui avaient immigré au Canada depuis moins de 5 ans.

durant leur première année d'arrivée, et environ 65% des immigrants ont connu une période de faible revenu à un moment donné au cours de leurs dix premières années d'installation (39, 53, 54).

1.2.3 Situation nutritionnelle des immigrants

La sécurité alimentaire contribue au sentiment de bien-être, au même titre que l'accès équitable au marché du travail, au logement, aux soins, à l'enseignement public et aux services sociaux, auxquels chaque citoyen est en droit de bénéficier. Dans le cas des immigrants, la sécurité alimentaire dépend non seulement de l'accès aux aliments, mais aussi de la certitude de trouver le régime alimentaire conforme à sa culture (49).

Bien que divers facteurs personnels, historiques, sociaux et économiques aient une forte incidence sur nos choix alimentaires, la culture tient un rôle primordial et unique dans la formulation des aliments, de manger et de la nutrition et reflète une certaine continuité identitaire (39, 55). L'alimentation est une forme d'expression culturelle qui rattache une personne à la fois à son origine biologique, symbolique, à l'identité et influence sa santé physique et mentale, sur la perception de soi et sur les relations avec autrui (39, 56).

Les immigrants qui arrivent dans leur nouvel environnement sont confrontés à des nouvelles nourritures. Cette phase de transition spatioculturelle peut générer des modifications, mais il peut aussi y avoir une résistance à ces nouvelles habitudes parce qu'ils ne veulent pas forcément subir une acculturation alimentaire⁷ (39, 56). Dans la majorité des cas, l'attachement aux pratiques alimentaires persiste malgré la migration et peut même aller au-delà de dix ans. Une étude menée auprès des immigrants récents originaires de l'Afrique de l'Ouest à Montréal a démontré une faible acculturation et une fidélité aux valeurs de la culture africaine en matière d'alimentation et de santé (56). D'autre part, les aliments auxquels ce groupe a l'habitude de consommer coûtent souvent plus chers, sont moins frais, sont vendus dans de rares boutiques spécialisées loin de chez eux et nécessitent des techniques de préparation inadaptées à leur nouveau mode de vie (39, 56).

L'insécurité alimentaire de la population immigrante est à la base des problèmes nutritionnels, plus particulièrement de la forte prévalence de l'obésité et des maladies chroniques spécialement chez les afro-canadiens dont les originaires de l'Afrique subsaharienne sont les plus atteints (56). Il existe une relation entre le temps de l'immigration et l'excès de l'IMC au Canada : la prévalence de l'excès de

⁷ Le concept d'acculturation alimentaire fait référence au développement de nouvelles habitudes alimentaires par le rejet de certains aliments ou principes alimentaires traditionnels et l'acceptation de nouvelles nourritures et habitudes locales.

poids a augmenté avec le temps d'immigration aussi bien pour les hommes que pour les femmes. La durée de l'immigration est donc un facteur de risque important pour l'excès de poids⁸ (39).

1.2.4 Etude comparative aux Etats-Unis

Le Canada et les Etats-Unis sont deux pays voisins géographiquement et semblables à divers égards : ils connaissent une croissance remarquable de la population immigrante et sont confrontés à d'importants problèmes de santé publique, notamment au niveau de la sécurité alimentaire (14).

Plusieurs études effectuées sur la sécurité alimentaire des immigrants aux Etats-Unis ont démontré aussi une importante vulnérabilité de ce groupe à l'insécurité alimentaire (15, 16, 39). Les ménages des immigrants aux États-Unis sont plus susceptibles de connaître des problèmes alimentaires, d'avoir des difficultés socio-économiques, de rencontrer des problèmes d'accès aux programmes d'aide et même de soins par rapport aux natifs (16). Le manque d'argent est souvent à l'origine des problèmes alimentaires associé au chômage, au faible revenu et la cherté des logements. Les nouveaux immigrants sont confrontés à des difficultés à trouver un emploi correspondant à leurs compétences (39).

Comme au Canada, la discrimination raciale favorise la différence de sécurité alimentaire et l'état de santé en général : à même statut de précarité, le « noir » est plus susceptible d'être en mauvaise santé que son voisin « blanc » (31). Ceci s'aggrave dans la situation des immigrants sans papiers⁹ qui présentent un niveau élevé de la faim et qui doivent subir des horaires de travail incertains et imprévisibles, tout en n'ayant qu'un accès très limité à l'aide publique (14).

Une enquête effectuée auprès des immigrants d'origine latino-américaine et asiatique aux Etats Unis révèle un taux élevé de carences alimentaires plus ou moins graves, d'ordre de 79% dans les foyers souffrants d'insécurité alimentaire de l'échantillon. Un phénomène très préoccupant d'obésité infantile et des adolescents, a été observé par Koc et Welsh en 2002 dans les groupes d'immigrants asiatiques pendant la période de transition entre l'arrivée de la première génération et la naissance de la seconde, et chez les immigrants de la deuxième et de la troisième génération (39).

Des politiques et des stratégies de sécurité alimentaire ont été adoptées pour palier à ces problèmes.

⁸ IMC > 25

⁹ Immigrants illégaux, clandestins la plupart du temps.

1.3 Politiques de sécurité alimentaire au Canada

En signant les traités internationaux d'envergure sur le respect du droit à l'alimentation, le Canada s'est engagé à faire de la politique de sécurité alimentaire une priorité (36). Le plan d'action Canadien pour la sécurité alimentaire (annexe 2) se fonde sur les expériences, et s'appuie sur la responsabilité commune de tous les intervenants: les gouvernements fédéraux, provinciaux et territoriaux, les administrations municipales, les organismes et institutions, la société civile, le secteur privé et surtout tous les citoyens. Il est le fruit d'une vaste consultation effectuée auprès de ces intervenants et constitue un consensus plurisectoriel (56).

Les politiques de sécurité alimentaire canadienne sont basées sur deux approches globales: la mise en place d'un système alimentaire durable et l'élimination de la pauvreté. Ces approches fondées sur la justice sociale, reposent principalement sur un système de sécurité sociale en essayant de donner aux Canadiens une chance égale de gagner un salaire suffisant, d'avoir la sécurité du revenu pour atténuer la pauvreté et la faim (22, 24). Mais ce système axé sur la lutte contre la pauvreté, plutôt que sur l'insécurité alimentaire en tant que tel, est dépourvu d'un système national de surveillance de l'insécurité alimentaire et ne prend des mesures concernant la situation nutritionnelle des ménages qu'à travers les programmes d'aide alimentaire¹⁰ (9, 30).

Au Nouveau Brunswick, de nombreuses personnes et organisations se sont engagées à améliorer la qualité de vie de tous les citoyens ; plus particulièrement les socialement défavorisés comme les pauvres, les citoyens de faible niveau d'éducation et à ressources financières limitées. C'est un défi pour tous et chacun, en partant des organismes communautaires, des organisations bénévoles, universités, entreprises, groupes de travail, des églises, les citoyens, les personnes vivant dans les régions rurales ou éloignées, les minorités raciales, les groupes d'immigrants, les communautés autochtones, les personnes handicapées, les groupes de personnes marginalisées par la pauvreté (57).

Parmi ceux-là, on peut citer la communauté « l'Acadie du Nouveau-Brunswick », qui a pour mission d'élaborer des stratégies et des actions favorisant l'accueil, la rétention et l'intégration des immigrants désireux de faire partie de la communauté acadienne et francophone du Nouveau-Brunswick (12). L'Association Multiculturelle du Grand Moncton (MAGMA) est tenue d'aider les nouveaux immigrants et réfugiés dans leur établissement, leur orientation et leur adaptation, de favoriser des relations harmonieuses, de stimuler le respect et la compréhension entre les gens de diverses souches

¹⁰ Banques alimentaires.

culturelles, de susciter une sensibilisation culturelle dans la communauté en général, d'encourager l'appréciation et le partage des différentes valeurs culturelles, de fournir une formation dans l'une ou l'autre des deux langues officielles, de protéger et de promouvoir les droits de la personne. Pour l'intégration économique des étudiants internationaux, une entente a été mise en place afin de permettre à ces derniers de travailler hors campus (10).

La politique de sécurité alimentaire du Canada peut être divisée en trois grandes stratégies (36):

1.3.1 Les stratégies d'aide à court terme

Les stratégies d'aide à court terme englobent les banques alimentaires, les soupes populaires, les programmes d'alimentation des enfants ainsi que d'autres types de distribution alimentaire et organismes de bienfaisance qui procurent seulement un soulagement à court terme aux problèmes immédiats de la faim (36).

a. Les banques alimentaires

La réaction la plus fréquente à l'insécurité alimentaire dans les collectivités est le recours aux banques alimentaires, qui sont des programmes de distribution de nourriture en termes de palliatifs offrant une aide immédiate, importante, mais qui ne constituent pas des solutions durables (20). Concept conçu dans les débuts des années 1980, les banques alimentaires ont d'abord été interprétées comme des opérations temporaires de secours. Ces organismes communautaires extra-gouvernementaux recueillent des dons de denrées alimentaires et les redistribuent aux « nécessiteux ». Ils fonctionnent en grande partie par la participation active de ses bénévoles (58).

L'utilisation de ces banques alimentaires est un repère très visible des problèmes actuels liés à l'insécurité alimentaire des ménages au Canada, c'est un indicateur parfait de la portée et de la gravité des problèmes. En effet, les ménages qui sollicitent l'aide alimentaire de bienfaisance sont ceux qui vivent dans le contexte grave et dans la pauvreté chronique (43). Dans les années 80 et 90, les banques alimentaires sont devenues le principal moyen de combattre la faim et le nombre de gens qui y ont recours est à la hausse dans l'ensemble du pays (1, 25, 29, 66, 67) si bien qu'ils font partie des industries de bienfaisance en première mondiale de plus forte croissance (60).

Selon le rapport annuel du Bilan-faim de l'association canadienne des banques alimentaires sur les programmes alimentaires d'urgence, plus de 800 000 canadiens dont plus de 300 000 enfants de moins de 18 ans se sont rendus à une banque d'alimentation pour se faire donner de la nourriture au cours

d'un mois typique de 2005 (6). En mars 2007, 673 banques alimentaires et 2 867 agences ou organismes affiliés ont servi 2 344 462 repas au niveau national. Au Nouveau Brunswick, il existe 58 banques alimentaires qui ont assisté 16 347 personnes dont 33,1% d'enfants, 10,7 % de personnes possédant un revenu d'emploi, 65 % bénéficiaires de l'aide sociale et 9,2 % de personnes âgées (24).

b. Autres stratégies

D'autres réponses à la faim au niveau communautaire se manifestent par la création de comptoirs alimentaires localisés au niveau même des quartiers où l'on retrouve les plus fortes concentrations de personnes francophones, avec l'appui et la collaboration des centres de ressources communautaires (47). A Moncton, le Comptoir Alimentaire de Mapleton (CAM) contribue à couvrir plus de 80% des apports nutritionnels recommandés et aide à combler les déficiences probables d'apports en distribuant des paniers de provisions aux bénéficiaires (1).

Dans le programme de lutte ciblé sur la sécurité alimentaire des enfants, les collectivités à l'échelle du pays ont mis en place un vaste programme local spécial en matière d'alimentation, dont le développement de repas et de collations pour les enfants à l'école. La plupart de ces programmes offrent de la nourriture gratuite ou subventionnée (20).

La mission des stratégies d'aide à court terme est d'atténuer la faim immédiate en offrant à ceux qui vivent dans l'insécurité alimentaire grave une aide alimentaire d'urgence, mais n'est pas vouée à s'attaquer à la faim en tant que phénomène structurel (61). En règle générale, cette stratégie n'est pas une solution efficace dans la lutte contre l'insécurité alimentaire, il est souhaitable de développer d'autres stratégies à moyen et long terme (4, 34, 61).

1.3.2 Stratégie d'aide au développement de la capacité individuelle et communautaire

Cette stratégie va au-delà de l'aide alimentaire d'urgence en développant les capacités, en perfectionnant les compétences et à travailler ensemble pour améliorer la sécurité alimentaire et la durabilité du système alimentaire. Dans cette optique, les membres de la communauté deviennent des acteurs et non seulement des clients ou bénéficiaires (57). Ce sont les cuisines collectives, les jardins communautaires, les clubs d'achat...

Ces organismes de lutte contre la faim agissent comme des organismes de protection sociale et remplissent certaines fonctions comme la recherche, l'éducation, la défense de politiques sociales, les interventions individuelles et la mobilisation communautaire (61). Cette stratégie adopte des approches

communautaires pour favoriser l'auto-assistance, le soutien mutuel et le développement communautaire dont des soutiens sociaux, psychologiques et allocations communautaires. Leur efficacité reste encore à démontrer du fait de leur petite taille et de localisation fragmentée (4).

L'avantage de ce système repose sur le fait qu'elle maintient la dignité des personnes pauvres, contrairement à la distribution caritative d'aliments (22). De plus, ces approches axées sur le développement des capacités individuelles et collectives sont un grand atout dans la démarche d'apporter un changement au niveau du système.

1.3.3 Les stratégies de changement au niveau du système

Suite à la conférence internationale sur la nutrition tenue à Rome en 1992, le Canada a mis en place un Plan d'action pour la nutrition qui se rapproche le plus d'une politique alimentaire et nutritionnelle intégrée. Chaque province et municipalité ont également tenté d'élaborer des politiques alimentaires mais on constate une certaine ambivalence concernant le droit à la nourriture, et la mise en œuvre laisse à désirer (35, 62).

Les politiques d'aide publique ont beaucoup d'incidence sur la sécurité alimentaire : quand un Etat est généreux, l'insécurité alimentaire diminue et inversement (25). Beaucoup d'améliorations ont été apportées pour satisfaire les besoins des Canadiens les plus pauvres, en passant par l'augmentation du salaire minimum, l'initiation de la prestation fiscale pour le revenu gagné et l'adoption de lois assurant une augmentation prévisible du transfert social. Le gouvernement et le secteur privé ont augmenté la subvention des logements, adopté des politiques pour réintroduire les gens dans le marché du travail et d'augmenter le salaire minimum à 7,25 \$ de l'heure (24).

Les solutions durables exigent un engagement envers une réforme sur les plans de l'économie et des politiques sociales, et non seulement de simples mesures provisoires comme les banques alimentaires ou les programmes d'aide alimentaire ciblés, à court terme (20). Il faut reconnaître que l'insécurité alimentaire est fortement associée à la pauvreté et les interventions ne doivent pas être dissociées de la lutte contre la pauvreté et l'exclusion sociale (32).

Cette revue de la littérature a permis de définir la situation de l'insécurité alimentaire, d'avoir une meilleure connaissance des conditions de vie des immigrants et des réponses du gouvernement Canadien face à ce grand problème de santé publique. De tout cela ressort le fait que la population immigrante et des étudiants internationaux mérite une attention particulière du point de vue alimentaire, ce qui justifie cette recherche sur la sécurité alimentaire telle que vécue par ces groupes.

2 CADRE DE LA RECHERCHE

2.1 Questions de recherche

Dans cette étude, on va répondre aux questions suivantes :

1. Quel est le niveau de connaissance des immigrants et des étudiants internationaux sur les notions de sécurité et d'insécurité alimentaire?
2. A quel point l'insécurité alimentaire a-t-elle un effet sur leur vie?
3. Quelles sont les stratégies qu'ils ont adoptées pour combattre l'insécurité alimentaire?
4. Comment ils peuvent apporter des changements aux politiques de sécurité alimentaire?

2.2 Hypothèse

L'insécurité alimentaire des immigrants est le résultat de leur faible acculturation alimentaire, d'une mauvaise adaptation aux consommations locales et des difficultés d'accessibilité financière.

2.3 But de recherche

Cette recherche a pour but d'accroître la capacité de la communauté immigrante et des étudiants internationaux francophones de la ville de Moncton à lutter contre l'insécurité alimentaire.

2.4 Objectifs de recherche

2.4.1 Objectif général

Connaître la situation sur la sécurité alimentaire des immigrants et des étudiants internationaux francophones de la ville de Moncton afin de l'améliorer.

2.4.2 Objectifs spécifiques

- ✓ Evaluer la connaissance des immigrants et des étudiants internationaux sur la sécurité alimentaire.
- ✓ Répertorier les avantages et les inconvénients des stratégies de lutte contre l'insécurité alimentaire en rapport avec les problèmes, les ressources et les capacités des participants.
- ✓ Eduquer les participants aux ateliers sur les facteurs qui peuvent influencer sur leur sécurité alimentaire.
- ✓ Analyser les politiques des gouvernements canadiens afin de corriger les problèmes sociaux comme l'insécurité alimentaire.
- ✓ Guider les participants à trouver des actions sur ces politiques pour résoudre les problèmes.

3 METHODES

3.1 Type d'étude

C'est une étude transversale, participative qui combine à la fois la méthode qualitative et quantitative.

Elle est transversale parce qu'on va décrire la situation telle que vécue par les immigrants et les étudiants internationaux par rapport à la sécurité alimentaire pour avoir une photographie de la réalité de ces groupes depuis leur installation au Canada. Participative puisque ce sont les concernés eux-mêmes qui interviennent dans tout le processus, depuis la définition des problèmes jusqu'à la recherche des solutions.

L'analyse des données combinerà à la fois la méthode qualitative et quantitative puisqu'on fait une analyse de contenu des données obtenues à partir des questionnaires et des discussions de groupe sous forme textuelle avant de les quantifier.

3.2 Population cible

La population cible est constituée des immigrants et des étudiants internationaux francophones de la ville de Moncton.

Les critères d'inclusion des sujets sont : être âgés de seize ans ou plus, arrivés dans la ville de Moncton dans les 5 dernières années et parlant français.

3.3 Technique d'échantillonnage et méthode de recrutement

L'échantillon est constitué de vingt participants dont 12 immigrants et 8 étudiants internationaux.

Dans la démarche pour recruter les immigrants qui vont participer aux ateliers, une entente de collaboration préalable a été effectuée auprès du MAGMA, un organisme qui chapeaute des associations ethnoculturelles et des citoyens de Moncton, Riverview et Dieppe. L'association, qui travaille activement dans l'établissement et l'adaptation des nouveaux immigrants et réfugiés arrivés dans sa circonscription, nous a mis en contact avec des associations et des organismes s'occupant d'immigrants dans la ville de Moncton. Elle a aussi participé activement dans le processus de

recrutement des participants (63). En outre, l'organisme a mis à notre disposition une salle pour la réalisation du premier atelier ainsi que la cuisine et la garderie pour garder les enfants des participants.

Pour le recrutement des étudiants internationaux qui vont participer au deuxième atelier, on a travaillé en collaboration avec l'Université de Moncton, le service des relations internationales, le service aux étudiants, la Fédération des Etudiants et Etudiantes du centre Universitaire de Moncton (FEECUM) et l'École des Sciences des Aliments, de Nutrition et d'Etudes Familiales (ÉSANEF). Un message électronique de recrutement a été envoyé à tous les étudiants internationaux de l'université demandant à ceux qui répondent aux critères de sélection de s'inscrire en renvoyant un courrier électronique aux organisateurs.

3.4 Considérations éthiques

Une procédure de recrutement basée sur le volontariat et un formulaire de consentement (annexe 3) ont été développés pour protéger la vie privée des participants à l'étude.

Avant le début de chaque séance, le responsable du projet recueille à l'avance le consentement éclairé des participants : les termes du formulaire de consentement ont été lus et expliqués aux signataires, on leur a signalé la disponibilité de répondre à leur satisfaction aux questions qu'ils peuvent se poser et on leur a souligné que tout le monde est libre, à tout moment, de mettre un terme à sa participation à l'atelier. Tous les ateliers ont été réalisés dans un climat respectueux et attentif au bien-être des participants, de telle sorte qu'ils se sentaient à l'aise de s'exprimer et de donner leurs opinions, voire même de raconter des expériences personnelles. Un climat de respect mutuel, de confiance et de familiarité a été établi entre les animatrices et les participants.

Au terme de chaque séance, on a effectué des synthèses des activités réalisées et un certificat de participation a été délivré à chaque participant. Ils ont été rassurés sur le caractère confidentiel et anonyme des résultats.

3.5 Collecte des données

Trois ateliers ont été organisés, dont deux ateliers avec les immigrants regroupant respectivement 7 et 5 participants et un atelier avec les 8 étudiants internationaux. Les ateliers avec les immigrants francophones ont eu lieu au MAGMA et dans la salle de réunion de l'Eglise Glad Tidings, l'autre atelier avec les étudiants internationaux s'est déroulé à l'ÉSANEF au Pavillon Jacqueline Bouchard de l'Université de Moncton.

Le premier atelier avec le premier groupe d'immigrants a été effectué en deux avant-midi, de 09 heures à 12 heures et une collation a été offerte à chaque rencontre. Les deux autres ateliers avec les immigrants et les étudiants internationaux ont été réalisés pendant une journée pleine, respectivement, de 09 heures à 12 heures et de 15 heures à 18 heures pour le premier et de 09 heures à 15 heures 30 minutes pour le dernier groupe, au cours desquels une collation et un déjeuner ont été offerts aux participants. Les dépenses ont été couvertes par le fond de recherche de Dr. Lita Villalon, professeure et chercheuse de l'Université de Moncton. On a aussi obtenu des bons d'achat de valeur de 75 dollars canadiens des magasins SOBEY'S.

3.5.1 L'outil de collecte

La recherche est basée sur l'outil : « La nourriture, vous y avez pensé ? » qui est un cahier d'activités développé en Nouvelle Ecosse, déjà validé au niveau national au Canada. Cet outil publié en 2005, a été élaboré dans le cadre d'une série de projets de recherche sur la sécurité alimentaire et puisant dans les recherches et expériences issues des projets de sécurité alimentaire de la Nouvelle-Écosse (19). C'est la première fois qu'il était utilisé en dehors de sa province d'origine.

Le travail s'effectue sur les cinq sections du cahier d'activité dont:

- Section 1 : De quoi s'agit-il?
- Section 2 : Pourquoi se préoccuper de l'insécurité alimentaire?
- Section 3 : Que pouvons-nous faire pour remédier à l'insécurité alimentaire?
- Section 4 : Qu'est ce que les politiques?
- Section 7 : Ressources et outils.

Pour ce faire, des questionnaires préétablis (annexes 4) étaient distribués aux participants qu'ils remplissent individuellement ou en groupe selon le guide. Tout de suite après remplissage de chaque questionnaire, l'animateur ouvre la discussion sur le sujet qu'on vient d'aborder en utilisant des questions ouvertes, incitatives à la discussion, c'est-à-dire qu'elles ne suggèrent pas la structure de la réponse et offrent la possibilité d'une réponse complète et détaillée. Exemple: Que ressentez-vous en lisant ces énoncés? Y a-t-il quelque chose qui vous semble étonnant dans ces énoncés? Y a-t-il une chose à laquelle vous n'aviez jamais pensé auparavant?

Les participants du groupe focal¹¹ discutent librement du sujet déterminé et l'animatrice incite les participants, par le renforcement positif, à approfondir le sujet durant la discussion, afin d'obtenir davantage de renseignements sur leur mode de penser. Dans ce cas, on a utilisé la technique fondée sur l'observation participante dans le souci de cerner la réalité telle que la définit le groupe à étudier. Ici, l'animatrice émerge dans la culture des participants, afin qu'elle puisse penser et agir de la même manière que les membres du groupe.

Au terme des discussions, les documents pour information ou contenant les éléments de réponses ont été remis aux participants.

3.5.2 La prise de note

Pendant la séance, l'une des organisatrices s'occupait de l'animation tandis que l'autre tenait le rôle d'observateur. L'observateur ne participait pas à la discussion et prenait note textuellement de toute la discussion, les communications non-verbales et attitudes des participants comme les expressions du visage, les mimiques (rire, hocher ou secouer la tête ...) en recueillant tous les détails possibles. Ces messages non-verbaux fournissent aussi des informations sur les sentiments des participants : intérêt, excitation, peur, impatience, etc.

Pendant les discussions, on utilise aussi des grandes feuilles affichées sur le mur pour écrire les propos des participants afin qu'ils puissent voir et évaluer ce qu'ils ont dit, et éventuellement y apporter des explications ou des corrections. Cette méthode de collecte de données permet d'éviter les fausses interprétations et ces documents vont servir, ultérieurement, d'archive aux séances.

3.5.3 La mise à jour des notes

Immédiatement après la séance, l'observateur révise l'ensemble de ses notes et y ajoute les détails qu'il a manqué de préciser, afin de faire un compte-rendu complet et précis.

Ces notes ont subi une mise à jour¹², au plus tard dans les deux prochains jours après la tenue de l'atelier. La mise à jour des notes a été effectuée par l'observateur aidé de l'animatrice le plus tôt possible, tant que la session est encore fraîche dans la mémoire. Les notes sont transcrites telles quelles, en utilisant les mêmes mots réellement employés par l'interlocuteur, même si ceux-ci sont répétitifs, grammaticalement faux ou ne donnent pas de sens avec les informations additionnelles et non-verbales. C'est en ce moment qu'on effectue la vérification et les rectifications en cas d'erreur.

¹¹ Un groupe focal est un groupe de discussion qui réunit des personnes du même milieu ou ayant des expériences semblables pour discuter d'un thème précis qui présente un intérêt pour le chercheur.

¹² La mise à jour consiste à saisir, au format Word, les notes manuscrites.

3.5.4 Le rappel de 24 heures

C'est un questionnaire qui permet de connaître de façon détaillé tous les aliments et boissons consommés au cours de la journée précédente, de minuit à minuit. Les quantités ont été déterminées à partir des mesures culinaires comme les cuillères, verres, bol... ou à partir des portions définies dans le Guide alimentaire canadien.

Cette technique fournit une bonne estimation des apports moyens en nutriments du groupe étudié par rapport aux apports nutritionnels recommandés (ANR), et permettra de vérifier si la situation de l'apport nutritionnel est conforme aux résultats obtenus lors de la discussion. (cf. annexe 5)

3.6 Analyse des données

Une fois toutes les données recueillies, l'étape suivante consistait à saisir et analyser ces données. Les questionnaires et les notes prises lors des ateliers ont été saisis en utilisant les logiciels *Microsoft Office Word 2003* et *Microsoft Office Excel 2003*. Les données recueillies à l'aide du rappel alimentaire de 24 heures étaient analysés à l'aide du programme informatisé « *The Food Processor* » SQL Version 9.5.0, 2004.

Les données ont été analysées à la fois par la méthode qualitative (analyse de contenu) et la méthode quantitative (mesure des observations). L'utilisation combinée de ces deux méthodes augmente les chances de produire des résultats valides et fiables, en comparaison d'une recherche basée uniquement sur une seule méthode.

3.6.1 Analyse qualitative des données

L'analyse qualitative est effectuée à partir des discussions de groupe portant sur les quatre premières sections du cahier d'activités. Les données de chaque groupe ont été traitées et analysées séparément. Ensuite, on a fusionné celles obtenues lors des deux ateliers avec les immigrants. L'analyse du contenu a été faite manuellement compte tenu du petit nombre des observations.

Les étapes de l'analyse sont :

PHASE 1: ANALYSE DES DOCUMENTS

- Avant tout, on a procédé à la lecture attentive, et à plusieurs reprises, de l'intégralité des documents à étudier. Chaque note a été analysée isolément, puis vérifiée et comparée avec les notes d'observation ainsi que le résumé écrit directement après la tenue de l'atelier. Cette

étape a permis de se familiariser avec leur contenu afin d'en ressortir les impressions générales.

- La deuxième étape consistait à relire encore les rapports pour en dégager des aspects très spécifiques. Ici, les informations obtenues sont comparées aux résultats attendus selon les objectifs définis ultérieurement. Pour ce faire, la liste des éléments recherchés est vérifiée ainsi que d'autres éléments nouveaux importants.
- Puis, s'ensuit l'étape de codage consistant à marquer les paragraphes de façon à indiquer ce dont parlent les participants. Chaque fois qu'un participant fait mention d'un terme ou idée, on a identifié le paragraphe concerné par des codes. Par exemple, chaque fois qu'un participant mentionne le terme d'accès à une alimentation saine, on a codé le paragraphe par ACCESAL. Comme toutes les réponses ne doivent pas correspondre à des catégories préétablies, chaque fois qu'on découvre une réponse qui suscite une nouvelle idée ou un thème qu'on n'a pas prévu, il suffisait de la coder sous une autre appellation. Les réponses qui font référence à plus d'une question ou d'idée ont reçu plusieurs codes afin que les réponses soient intégrées à chaque passage s'y rapportant.

A la fin de cette étape, on a obtenu une liste de codes à jour.

PHASE 2 : LE REGISTRE

Le registre est un tableau qui contient toutes les réponses classées par thèmes. Dans le registre, on a mentionné chaque réponse ayant le même code sous le thème correspondant. Chaque réponse y est consignée séparément, sauf si elles sont identiques, et classée par atelier. Cette étape sert de base pour la comptabilité des réponses afin de distinguer combien de fois une question a été discutée dans chaque groupe et combien de fois, au total, une réponse a été mentionnée.

PHASE 3: RÉDACTION DES RÉSULTATS

- Au cours de cette étape, on a utilisé conjointement le registre et les notes prises au moment de la lecture. En effet, cette méthode permet d'appréhender les circonstances dans lesquelles les réponses ont été données pour avoir une meilleure corrélation des résultats.
- La rédaction est aussi l'étape cruciale pour trier les résultats les plus importants afin de les mettre en exergue puisque le volume impressionnant des informations obtenues ne permet pas de les inclure toutes. Le chercheur doit prendre en compte tous les éléments (objectifs, registre, notes...) avant de faire son choix.

- Les déclarations générales sont à éviter et essayer toujours de quantifier les résultats afin que le lecteur puisse évaluer l'importance de la réponse.

La méthode de recherche qualitative portant sur des groupes focaux constitue une approche satisfaisante pour comprendre les idées, les croyances, les pratiques et les comportements dans la société. Mais l'obtention de bons résultats recommande le complément de cette méthode par une analyse quantitative.

3.6.2 Analyse quantitative des données

La tendance moderne dans les recherches en sciences sociales tend à utiliser conjointement les méthodes qualitatives et quantitatives. La pertinence réside dans le fait que l'utilisation de méthodes quantitatives permet d'exprimer avec précision et de rendre vérifiables les idées qualitatives.

Les méthodes quantitatives sont des méthodes de recherche à propos de nombres ou de quelque chose de quantifiable. Dans cette étude, la saisie, la gestion et l'analyse des données ont été effectuées avec le logiciel *Microsoft Office Excel 2003*. Les graphes ont été traités avec le même logiciel tandis que les tableaux ont été réalisés à partir de *Microsoft Office Word 2003*.

Les valeurs obtenues par l'histoire diététique de rappel de 24 heures analysées avec le logiciel *The Food Processor* ont été comparées aux ANR selon l'âge et le sexe. Un apport supérieur à 120% des ANR est considéré excessif, un apport entre 80% et 120% est pris comme adéquat et un apport inférieur à 80% est considéré comme insuffisant.

Plusieurs contraintes ont limité le chercheur dans cette analyse qu'il convient de signaler.

3.7 Limites et biais

- Le nombre limité des participants aux ateliers : 20 personnes dont 12 immigrants et 8 étudiants internationaux dû :
 - ✓ aux heures de travail incertaines des immigrants : plusieurs participants qui travaillaient occasionnellement avaient accepté de participer au préalable, mais beaucoup d'entre eux n'ont pas pu venir le jour convenu puisqu'ils ont été sollicités à la dernière minute.
 - ✓ à la durée de l'atelier qui est un peu longue (six heures en moyenne) : lors de l'atelier organisé en deux demi-journées, tous les participants qui étaient venu le premier jour ne pouvaient pas revenir pour la deuxième demi-journée à cause d'un rendez-vous chez le médecin et le travail. Dans le cas des ateliers se tenant dans une journée pleine, les

participants sont encore plus restreints, mais l'avantage c'est d'avoir le minimum d'abandon en route.

- ✓ au manque de moyen de transport : la plupart des participants n'avaient pas de voiture, ce qui rendait leur déplacement difficile. On a pu remédier à cela en amenant certains participants nous-mêmes.
- La taille de l'échantillon est très faible et ne peut être représentatif de la population cible (les immigrants et les étudiants internationaux). Les résultats obtenus ne peuvent donc s'extrapoler à la population générale et représentent seulement les participants au projet. Ils ne peuvent fournir que l'éventail des points de vue et des opinions de l'assistance.
- La technique d'approche axée sur les associations et institutions s'occupant d'immigrants apporte aussi un biais de sélection qui met en marge tous les immigrants qui ne bénéficient des services ni de ces associations, ni des groupements.
- Pour les étudiants internationaux, le fait qu'on a utilisé le courrier électronique comme moyen de recrutement constitue un biais de sélection puisque seuls ceux qui consultent leur boîte électronique ont pu prendre connaissance du projet. La période de recrutement aussi correspondait au période des vacances d'été durant laquelle la plupart des étudiants internationaux rentrent chez eux, sinon, ils effectuent des travaux d'été.

Ces insuffisances impliquent la grande prudence dans l'interprétation des résultats qui ne vise pas à refléter la situation de la population immigrante en général mais limité aux groupes de participants.

4 RESULTATS ET DISCUSSIONS

Cette recherche effectuée dans le cadre de la sécurité alimentaire des immigrants et étudiants internationaux francophones de la ville de Moncton a été mise en œuvre en trois ateliers de deux groupes : deux ateliers avec un groupe d'immigrants francophones et un atelier avec un groupe d'étudiants internationaux de l'Université de Moncton.

4.1 Description de l'échantillon

L'échantillon est composé de vingt individus dont douze immigrants et huit étudiants internationaux. Les caractéristiques sociodémographiques de la population d'étude sont présentées au tableau 1. La majorité des participants (80%) à l'étude sont âgés de plus de 20 ans, et on a eu une bonne répartition au niveau genre, avec un sexe ratio parfait de 1 pour les étudiants internationaux et de 1,4 femmes pour 1 homme chez le groupe d'immigrants.

Tableau 1 **Caractéristiques sociodémographiques de la population d'étude**

Variables	<i>Immigrants</i>		<i>Etudiants internationaux</i>		<i>TOTAL</i>	
	n=12	(%)	n=8	(%)	n=20	(%)
Age						
≤ 20 ans	3	(25)	1	(12,5)	4	(20)
> 20 ans	9	(75)	7	(87,5)	16	(80)
Genre						
Masculin	5	(41,67)	4	(50)	9	(45)
Féminin	7	(53,33)	4	(50)	11	(55)
Situation matrimoniale						
Marié (e)	8	(66,67)	0	(0)	8	(40)
Non marié (e)	4	(33,33)	8	(100)	12	(60)
Nombre dans le ménage						
Habite seul	0	(0)	4	(50)	4	(20)
> 1 dans le ménage	12	(100)	4	(50)	16	(80)
Durée séjour au N.-B.						
≤ 1 année	2	(16,67)	5	(62,5)	7	(35)
> 1 année	10	(83,33)	3	(37,5)	13	(65)
Continent d'origine						
Afrique	11	(91,67)	7	(87,5)	18	(90)
Amérique Latine	1	(8,33)	1	(12,5)	2	(10)

n = effectif

% = pourcentage

N.-B. : province du Nouveau Brunswick, Canada.

Au niveau de la situation matrimoniale, la totalité des étudiants ne sont pas mariés, tandis que la plupart (66,67%) des immigrants sont mariés. Pour le nombre de personnes vivant dans le ménage, les immigrants habitent toujours avec quelqu'un d'autre, dans la majorité de cas il s'agit d'un ou des membres de leur famille, alors que la moitié des étudiants se disent vivant seul. Pour ce qui est de la durée d'installation au Nouveau Brunswick, 83,33% des immigrants ont habité dans la région depuis plus d'une année et sont plus acclimatés par rapport aux étudiants dont la plupart sont récents (62,5% sont arrivés dans l'année 2007 ou 2008). La figure ci-après montre que presque tous les participants (90%) viennent du continent africain et majoritairement d'origine congolaise.

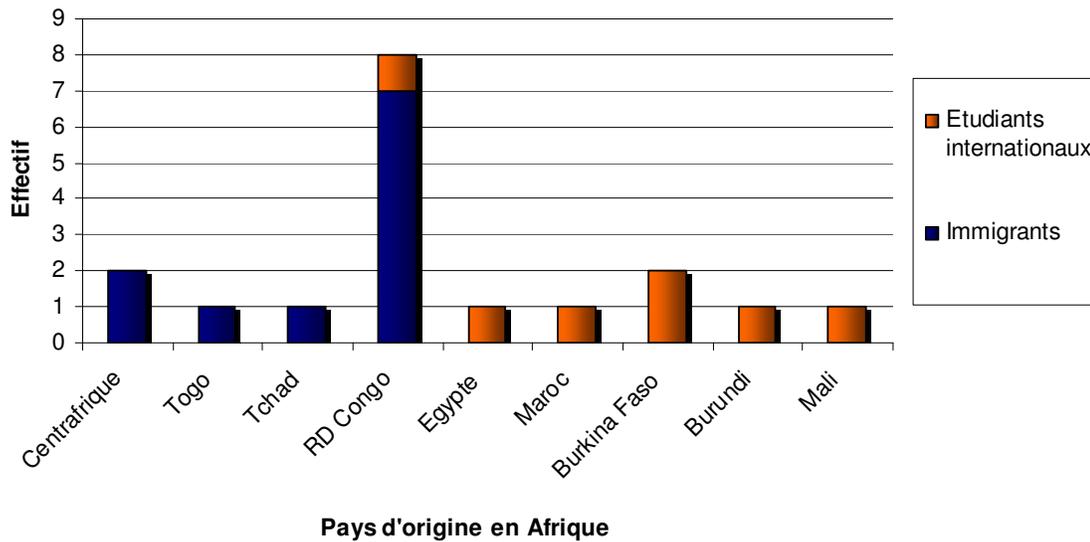


Figure 1 répartition des participants originaires d'Afrique selon le pays d'origine (n=18).

Le chapitre suivant permet de répondre à la première question : Comment les groupes d'immigrants et d'étudiants internationaux définissent-ils la sécurité alimentaire?

4.2 Définition de la sécurité et l'insécurité alimentaire par les groupes de participants

Les résultats présentés dans le tableau 2 sont les réponses que les participants ont données à la première section des activités intitulée : de quoi s'agit-il? On a récolté les réponses à partir des questionnaires 1 et 2 (annexe 4) qu'ils ont rempli individuellement et des notes prises à partir des discussions de groupe portant sur le sujet d'insécurité alimentaire et de sécurité alimentaire.

4.2.1 Description de la sécurité alimentaire

Dans cette partie, quatre éléments qui font partie de la sécurité alimentaire ont été décrits par les participants.

Tableau 2 **signification des quatre éléments de la sécurité alimentaire par les participants**

	<i>Immigrants</i>		<i>Etudiants internationaux</i>	
	<i>n</i>	<i>(%)</i>	<i>n</i>	<i>(%)</i>
Etre en mesure de me procurer la nourriture dont j'ai besoin signifie :				
• Etre en mesure de me rendre à un endroit où je peux acheter de la nourriture ou pour faire pousser des aliments.	8	(80)	5	(62,5)
• Ne pas devoir m'inquiéter à savoir si j'ai assez à manger.	6	(60)	3	(37,5)
• Etre capable de préparer et de faire cuire de la nourriture.	9	(90)	3	(37,5)
• Pouvoir me procurer de la nourriture d'une façon qui ne me gêne pas ou ne me fait pas honte.	7	(70)	1	(12,5)
• Ne pas être jugé(e) à cause de l'endroit où je me procure ma nourriture ou des aliments que je choisis de manger.	4	(40)	2	(25)
Etre en mesure de manger des aliments sains et sans danger signifie :				
• Pouvoir me payer une saine alimentation.	5	(50)	5	(62,5)
• Avoir accès à des aliments de qualité que je sais bons pour moi.	8	(80)	4	(50)
• Etre en mesure de donner à mes enfants la nourriture que je sais nécessaire à leur croissance et à leur santé.	9	(90)	3	(37,5)
• Savoir d'où vient ma nourriture et ce qu'elle contient.	8	(80)	6	(75)
• Avoir accès à l'information afin de comprendre comment les pesticides, les agents génétiquement modifiés peuvent affecter ma santé.	7	(70)	4	(50)
Etre en mesure de me procurer des aliments que j'aime et que j'ai envie de manger signifie :				
• Pouvoir me payer la nourriture dont j'ai envie.	8	(80)	4	(50)
• Apprécier ma nourriture.	9	(90)	4	(50)
• Partager ma nourriture avec ma famille et mes amis.	6	(60)	5	(62,5)
• Célébrer ma culture ou ma collectivité à travers la nourriture.	5	(50)	3	(37,5)
• Prendre plaisir à manger les aliments associés à ma culture.	7	(70)	5	(62,5)
Protéger l'eau, la terre et les personnes qui font pousser et produisent les aliments signifie :				
• Pouvoir faire pousser ma propre nourriture.	3	(30)	0	(0)
• Assurer que l'on pourra produire de la nourriture pour les enfants de mes enfants.	3	(30)	2	(25)
• Faire en sorte que la culture, la production, la transformation, l'entreposage et la vente des aliments ne causent pas de tort à l'environnement ou à nos collectivités.	8	(80)	5	(62,5)
• Assurer qu'il y a de l'espace, des terres, de l'eau et des sols pour les fermes et potagers.	4	(40)	3	(37,5)
• Assurer que les gens peuvent gagner leur vie en cultivant, en produisant, en transformant, en manipulant, en vendant ou en servant des aliments.	5	(50)	4	(50)
• Assurer que notre eau est suffisamment propre pour que nous puissions la boire et que les poissons puissent y vivre.	9	(90)	6	(75)

Le taux de réponse des immigrants est nettement supérieur à celui des étudiants internationaux dans tous les éléments, avec une moyenne respectivement de 65,71% et 45,83%. Cette différence est nette pour la première question : « être en mesure de se procurer la nourriture dont on a besoin » pour laquelle les immigrants ont donné une réponse moyenne de 68%, alors que le groupe d'étudiants ne considérait cette notion que faisant principalement référence à « être en mesure de me rendre à un endroit où je peux acheter de la nourriture ou pour faire pousser des aliments », avec un pourcentage moyenne de 35% seulement. Le taux de réponse est généralement bas pour la dernière question concernant « Protéger l'eau, la terre et les personnes qui font pousser et produisent les aliments » avec une moyenne de 53,33 ($\pm 25,81$) pour les immigrants et de 41,66 (± 27) chez les étudiants.

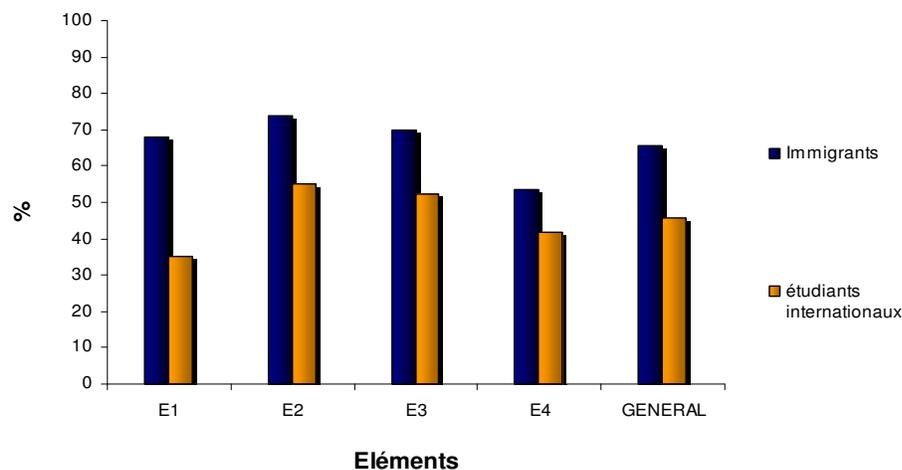


Figure 2 moyenne des pourcentages des réponses aux questions sur signification de la sécurité alimentaire.

Pour les deux groupes, être en mesure de se procurer la nourriture dont on a besoin veut dire être en mesure de se rendre à un endroit où l'on peut acheter de la nourriture ou pour faire pousser des aliments (80% et 62,5% respectivement). Les immigrants ont ajouté que cette expression signifie aussi être capable de préparer et de faire cuire de la nourriture (90%).

Pour le deuxième élément « être en mesure de manger des aliments sains et sans danger », les immigrants le référaient surtout à l'accès à des aliments de qualité que je sais bon pour moi (80%), à être en mesure de donner à mes enfants la nourriture que je sais nécessaire à leur croissance et à leur santé (90%) et de savoir d'où vient ma nourriture et ce qu'elle contient (80%). Les étudiants le voyaient comme la capacité de se payer une saine alimentation (62,5%) et aussi de savoir d'où vient ma nourriture et ce qu'elle contient (75%).

Les réponses des deux groupes ne se rejoignent pas pour le troisième élément puisque le premier groupe le définissait comme apprécier ma nourriture (90%) et pouvoir me payer la nourriture dont j'ai

envie (80%), alors que le groupe d'étudiants l'assimilait à l'aptitude de partager sa nourriture avec sa famille ou ses amis (62,5%). Pour les deux groupes, il est important de prendre plaisir à manger les aliments associés à sa culture (70% et 62,5% respectivement).

Pour le dernier élément « Protéger l'eau, la terre et les personnes qui font pousser et produisent les aliments », les deux groupes ont donné les mêmes significations qui sont de faire en sorte que la culture, la production, la transformation, l'entreposage et la vente des aliments ne causent pas de tort à l'environnement ou à nos collectivités (80 et 70%) et de s'assurer que notre eau soit suffisamment propre pour que nous puissions la boire et que les poissons puissent y vivre (90%).

Après que chaque groupe a pu avoir une idée sur ces éléments, on est passé à l'étape suivante qui sert à définir l'insécurité et la sécurité alimentaire.

4.2.2 Définition de l'insécurité alimentaire

En réponse à cette question, on a constaté une différence dans la manière de définir l'insécurité alimentaire entre les deux groupes d'immigrants. Le premier groupe a défini l'insécurité alimentaire comme le manque de salubrité des aliments vendus dû au défaut de rigueur dans l'application des lois et réglementations dans ce domaine. Avec des exemples à l'appui, ils ont émis beaucoup de crainte par rapport à la date d'expiration et à la présence de pesticides et de produits chimiques dans les aliments locaux qui peuvent leur causer des problèmes de santé. Un élément important qu'ils ont soulevé aussi c'est la recherche des aliments qu'ils aiment et qu'ils avaient l'habitude de consommer dans leur pays d'origine alors qu'aucun terrain n'est disponible pour en produire.

Le deuxième groupe d'immigrants insistait plus sur la qualité nutritive des aliments, qu'ils trouvent plus gras et moins variés. L'accès physique aux aliments est, pour eux, entravé par le manque de temps pour acheter et pour préparer, que les gens ne programment plus leur alimentation et mangent « en désordre ». De plus, les immigrants ont du mal à s'adapter à la nourriture locale et ne savent pas quelle sorte de nourriture manger puisqu'ils n'utilisent pas le Guide alimentaire canadien.

Les étudiants internationaux ont défini l'insécurité alimentaire comme le manque d'apport (quantité insuffisante) dû surtout à l'inaccessibilité financière et du prix élevé des denrées alimentaires au Canada. En plus d'avoir émis des doutes sur la qualité sanitaire des aliments (salubrité, présence de pesticides et autres, gras-trans...), ils ont soulevé des questions en rapport aux Organismes Génétiquement Modifiés (OGM) et à la provenance de la nourriture.

Ces définitions de la sécurité alimentaire données par les groupes de participants ressemblent beaucoup à celles qui ont été trouvées dans les revues de la littérature. La définition donnée par les Diététiciens du Canada comme l'accès physique et économique de tous les êtres humains, à tout moment, à une nourriture suffisante, saine et nutritive pour satisfaire leurs besoins alimentaires et des préférences alimentaires synthétise plus les idées des groupes (4). Le souci des immigrants à trouver des aliments culturellement acceptable pour eux a été partagé par Koc et al. (2000) et l'agence de santé publique du Canada en 2007 (3, 5). L'accès économique qui semble beaucoup plus préoccuper les étudiants internationaux a été soulevé par d'autres auteurs (1).

L'insécurité alimentaire renseigne sur les préoccupations psychologiques, sociales et sur le plan de la qualité de vie qui y sont associés (25). Tous les groupes se sont plus penchés sur l'autre dimension de l'insécurité alimentaire, à savoir la salubrité des aliments, sur laquelle ils émettent des doutes en rapport avec les expériences qu'ils ont vécu dans ce domaine.

4.2.3 Définition de la sécurité alimentaire

Pour ce qui est de la sécurité alimentaire, le premier groupe d'immigrants a défini le terme comme l'opposé de l'insécurité alimentaire, c'est-à-dire pouvoir se procurer à une alimentation de bonne qualité, saine, salubre, sans produits toxiques et en quantité suffisante. C'est aussi trouver les aliments conformes à leur culture et pouvoir s'adapter à la nourriture locale avec le temps. La définition donnée par le deuxième groupe parle aussi de la qualité sanitaire des aliments en termes d'équilibre alimentaire, de variation dans les apports et de l'accès physique aux bons nutriments. Pour eux, la sécurité alimentaire préconise une meilleure prise en charge de sa propre santé en planifiant sa nourriture, la référence au guide alimentaire ainsi que la pratique d'activités physiques. Ce groupe est le seul à avoir soulevé l'impact psychologique sur le bien-être et la fierté associé à la sécurité alimentaire.

Les étudiants internationaux ont donné une définition qui englobe les deux premières définitions ci-dessus, en appuyant un peu plus sur l'impact psychologique d'une bonne alimentation et l'accès économique.

D'après ces définitions, la sécurité et l'insécurité alimentaire signifient différentes choses selon les personnes ou les groupes qui les définissent (19). Dans ce cas précis, on constate que les participants avaient une bonne notion de ces deux termes et l'hypothèse selon lequel les immigrants subissent une faible acculturation alimentaire a été confirmée (18, 56). Après avoir défini ces deux situations, l'étape suivante consiste à faire comprendre aux participants leurs implications dans leur vie.

4.3 Effets de l'insécurité alimentaire

Avant d'aborder ce thème, on a exposé aux participants que l'insécurité alimentaire a d'effets importants dans plusieurs aspects de nos vies, sur notre famille et nos enfants, notre collectivité, notre économie, notre environnement ainsi que notre santé (19). Ensuite, on a distribué le questionnaire 3 (annexe 4) qu'ils ont rempli en groupe avant d'afficher les résultats sur des grandes feuilles collées sur les murs d'une discussion générale sur chaque sujet.

4.3.1 Effets sur « MOI »

Ici aussi, les deux groupes d'immigrants ont abordé le sujet de manière différente : le premier groupe a fait une approche axée sur le plan financier tandis que le deuxième groupe a insisté sur la santé physique et mentale. Pour le premier groupe, le manque d'argent combiné à la cherté de la nourriture et la non disponibilité des aliments sur le marché entraînent la faim et la maladie. Le deuxième groupe trouvait que l'effet de l'insécurité alimentaire sur eux peut se répercuter sur leur santé physique, peut entraver le bon développement du cerveau et avoir des répercussions sur la santé mentale. Ils ont soulevé aussi la discrimination subie par les personnes obèses qui peut engendrer des troubles psychiques.

Le groupe d'étudiants avaient développé que le manque de budget pour l'alimentation entraîne un manque d'apport, surtout des vitamines, qui fragilise le système immunitaire et conduit à la fatigue, à une mauvaise santé et à la maladie. Ces personnes sont sujettes au stress et à la mauvaise humeur.

4.3.2 Effets sur « ma FAMILLE »

Pour l'effet sur la famille, les deux groupes d'immigrants se sont entendus sur le fait que les changements dans les habitudes de vie dus à l'installation au Canada et le manque de temps ont influencé les familles à adopter une mauvaise habitude alimentaire. De plus, le deuxième groupe a identifié qu'il y avait un relâchement dans l'éducation des enfants et une perte de la cohésion familiale. Ce groupe développait aussi que l'insécurité alimentaire des familles entraîne la malnutrition et l'obésité, et les parents affaiblis par la culpabilité s'épuisent dans le travail, développant de la dépression et du stress. Le premier groupe a relevé que le manque d'argent et le chômage sont à la base d'une insuffisance alimentaire et d'un manque d'apport en éléments nutritifs.

Sur le plan financier, les étudiants internationaux soulevaient un déséquilibre dans le budget familial et que la famille n'arrive plus à épargner. La cohésion familiale est ébranlée et les gens peuvent facilement tomber dans le délit.

4.3.3 Effets sur la COLLECTIVITE

Chaque groupe a abordé ce chapitre d'une manière différente mais complémentaire. Le premier groupe a signalé que les aliments « africains » sont rares à Moncton comparé aux autres grandes villes du Canada, ce qui amène les immigrants à quitter la ville. L'insécurité alimentaire, pour eux, affecte la collectivité dans le sens où la cherté des aliments locaux et l'insuffisance de marché incitent les habitants à s'approvisionner dans les grands centres et à ne pas supporter les producteurs locaux. L'insécurité alimentaire associée à la pauvreté est une charge pour la société, et conduit le plus souvent à l'instabilité et l'insécurité. Dans les pays africains, l'insécurité alimentaire dans la collectivité augmente les risques de maladies et de mortalité, aggravée par la crise alimentaire actuelle. Le deuxième groupe a mis en exergue que la société actuelle est hypocrite et a beaucoup de préjugés envers les gens obèses. Le mauvais regard et la condamnation que la collectivité fait subir à ces gens développent chez eux un sentiment de culpabilité et de perte de l'estime de soi.

Pour le groupe d'étudiants internationaux, l'effet de l'insécurité alimentaire dans la collectivité peut aller dans deux sens opposés : d'une part, la relation entre les gens se dégradent et engendre des conflits, de l'insécurité et des inégalités sociales, d'autre part, l'effet inverse positif se produit avec la cohésion du groupe à s'entraider. Mais de toute façon, la pénurie alimentaire entraîne des changements sociaux graves, comme la baisse de la fécondité et la précarisation des générations futures.

4.3.4 Effets sur l'ECONOMIE

Pour l'économie, le premier groupe a évoqué la cherté des aliments sains et du faible revenu des ménages. Du fait aussi que l'achat de nourritures étrangères entraîne une fuite d'argent alors que si on s'approvisionne dans les marchés locaux, il y a une retombée économique pour la société. Le deuxième groupe a, à leur tour, insisté sur le fait que puisque les aliments sont chers, les gens vont soit chercher des aliments à bas prix soit diminuer leurs achats et cela peut provoquer une baisse de l'économie. La question d'OGM est aussi à surveiller de près car se procurer ces semences nécessite beaucoup d'argent et cela peut entraîner une dépendance des agriculteurs envers les entreprises.

Le souci des étudiants dans ce domaine aussi est orienté vers l'explosion du prix des aliments alors que le pouvoir d'achat est faible : le budget alimentaire est très élevé, les familles font moins d'achat et n'arrivent pas à épargner, le pays s'appauvrit et ne se développe pas.

4.3.5 Effets sur l'ENVIRONNEMENT

Tous les groupes ont soulevé que le souci de rendement actuel conduit à l'utilisation inappropriée des produits chimiques, des pesticides dans les chaînes de production et cela détruit le cycle du sol qui devient infertile et contamine l'eau. Le premier groupe a souligné que les produits issus de ces techniques sont de mauvaise qualité avec beaucoup de gras pour les produits alimentaires animaux et le manque de goût. La dégradation de l'environnement, pour le deuxième groupe, est liée à la peur de la modification génétique des graines et des plantes, que l'on perd le « naturel » des choses et qu'on avance vers une extinction de la flore naturelle et de la faune.

Les étudiants internationaux se sont plus penchés sur la pollution liée à la production industrielle, aux phénomènes de déforestation et de réchauffement climatique.

4.3.6 Effets sur la SANTE

Sur ce sujet, les deux groupes d'immigrants s'accordaient sur beaucoup de points, à savoir que l'insécurité alimentaire est à la base de beaucoup de maladies (diabète, hypertension, goutte...), de la malnutrition, de l'obésité, de stress et de dépression. L'apport inadéquat en micronutriments et une alimentation non équilibrée est, pour le premier groupe, à la base de cette situation qui diminue la capacité de travailler ou d'étudier des individus et deviennent une lourde charge pour le Gouvernement. Le deuxième groupe a évoqué les manifestations de l'insécurité alimentaire, à savoir l'anxiété, le sentiment de culpabilité des parents, diminution de l'estime de soi, l'épuisement, l'individualisme dans la famille, l'abandon des enfants et la délinquance.

L'effet de l'insécurité alimentaire sur la santé, pour les étudiants internationaux, englobe la déficience du système immunitaire, l'apparition de nouvelles maladies, les troubles psychiques (exemple : obsession alimentaire) et le taux de mortalité élevé. Pour eux, la solution revient à équilibrer l'alimentation, avoir un apport adéquat, suivre le Guide alimentaire canadien tout en prenant du plaisir à manger.

A la suite de cet exercice, les participants ont pu prendre conscience des effets néfastes de l'insécurité alimentaire sur leur vie et celle de leur entourage (famille, collectivité, environnement). Cela rejoint les risques accrus de mauvaise santé, physique et mentale, énumérés par les diététiciens du Canada et l'association des banques alimentaires du Canada (4, 24).

Tout cela justifie que l'insécurité alimentaire est devenue une préoccupation de tout et chacun, et mérite une attention particulière et d'actions pour l'éradiquer. Les démarches diffèrent selon les individus et les groupes concernés et le prochain chapitre énumère les réactions des immigrants et des étudiants internationaux face à l'insécurité alimentaire.

4.4 Les stratégies adoptées par les groupes

Cette section répertorie les stratégies que les immigrants ont utilisées pour remédier à l'insécurité alimentaire et de donner ensuite une appréciation à chacune d'elles.

4.4.1 Expériences avec les stratégies de sécurité alimentaire

Dans cette section, on a demandé aux participants de citer les noms d'activités, d'organisme ou d'associations qu'ils connaissent œuvrant dans la lutte contre l'insécurité alimentaire. A partir de ces réponses, on a classé chaque entité dans les trois catégories de stratégies, à savoir l'aide à court terme, le développement des capacités individuelles et communautaires et la stratégie de changement au sein du système.

Tableau 3 Répartition des stratégies dans les catégories d'aide citées par les participants.

Stratégies	Premier groupe d'immigrants	Deuxième groupe d'immigrants	Etudiants internationaux
l'aide à court terme	<ul style="list-style-type: none"> • Mobile one: une voiture qui se déplace et qui distribue des soupes. • à côté de Best Western. • près de l'école Harrison Trimble. • Food Bank de Lewisville. 	<ul style="list-style-type: none"> • banque alimentaire, Lewisville st. • Eglise Glad Tidings : avant, distribue des paquets d'aliments pour la fête de Noël. 	<ul style="list-style-type: none"> • banque alimentaire • soupes populaires
développement des capacités individuelles et communautaires	<ul style="list-style-type: none"> • Head Start 	<ul style="list-style-type: none"> • cuisine à Head Start. • jardin familial de légumes dans notre parcelle. 	<ul style="list-style-type: none"> • cuisine collective : organisation ou communauté, cours de cuisine, recettes gratuits... • cuisine collective de Mapleton • cuisines communautaires
changement au sein du système		<ul style="list-style-type: none"> • MAGMA • Préparation d'un projet pour avoir un jardin communautaire des immigrants 	<ul style="list-style-type: none"> • étiquettes alimentaires • éducation • émissions média

Dans les trois ateliers, chaque groupe a pu citer des exemples de stratégie d'aide à court terme et de développement des capacités individuelles et communautaires tandis que la dernière stratégie est la moins connue avec un groupe qui ne l'a pas citée du tout. Ce qui peut déjà donner une idée globale de la familiarité des groupes avec ces stratégies.

Afin de connaître les stratégies adoptées par les immigrants face à l'insécurité alimentaire, on a demandé aux participants quelles expériences ils ont eu avec chaque type de stratégie et quels avantages et inconvénients ils ont pu relever (questionnaires 4 et 5, annexe 4).

La figure 3 montre que dans chaque groupe, au moins un des participants a eu, d'une façon ou d'une autre, recours aux stratégies d'aide à court terme et de stratégie de développement des capacités individuelles et communautaires. Pour la dernière stratégie, seul le deuxième groupe d'immigrant a révélé avoir participé à des activités dans le but d'apporter des améliorations au système.

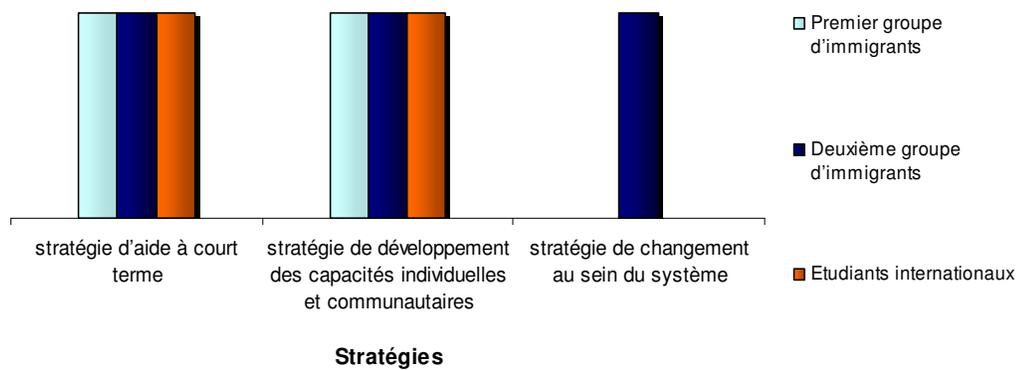


Figure 3 distribution des groupes selon l'expérience avec les différentes stratégies de sécurité alimentaire.

Ces résultats démontrent que les immigrants et les étudiants internationaux des groupes constituent un groupe vulnérable à l'insécurité alimentaire (15, 16, 25) puisque, à un moment ou à un autre de leur séjour au Canada, ils avaient dû faire appel soit à la stratégie d'urgence soit à la stratégie de développement des capacités individuelles et communautaires. Ce qui justifie l'hypothèse selon laquelle les participants vivent l'insécurité alimentaire.

Ces résultats coïncident avec ce qu'on a trouvé dans la revue de littérature qui affirment que les stratégies d'aide alimentaire d'urgence, comme les banques alimentaires et les soupes populaires, constituent les premiers recours en cas de faim et d'insécurité alimentaire (9, 58). Mais il faut remarquer que ces participants ne dépendent pas de cette stratégie puisqu'ils n'y font recours qu'occasionnellement et, comme Hamelin et al. l'ont écrit en 1999, ces gens hésitent à recourir à ce système d'aide alimentaire (34) à cause de plusieurs inconvénients auxquels ils ont été confrontés.

4.4.2 Avantages et inconvénients de chaque stratégie

Avec les expériences qu'ils ont vécues avec chaque stratégie, chaque groupe a pu révéler quelques avantages et inconvénients qu'on a répertorié dans le tableau ci-dessous.

Tableau 4 **Avantages et inconvénients de chaque stratégie révélés par les participants.**

Stratégies	Avantages	Inconvénients
L'aide à court terme	<ul style="list-style-type: none"> • aide les moindres de la société (les pauvres), • encourage ceux qui aident la société, • répond aux besoins immédiats de la famille, • permet d'économiser de l'argent, • gratuité des services, • avoir des informations, • apporte de l'aide aux gens dans le besoin. 	<ul style="list-style-type: none"> • ça rend paresseux parce qu'ils ne comptent que sur cela, • ne permet pas aux personnes de se prendre en charge à long terme, • peut développer une dépendance, • on ne peut pas avoir la nourriture de son choix selon la santé, • les aliments distribués sont très proches de la date d'expiration, • certains aliments sont même périmés.
Développement des capacités individuelles et communautaires	<ul style="list-style-type: none"> • savoir comment préparer les repas, • on a appris la cuisine canadienne, • savoir comment consommer. • jardin : obtenir des produits de légumes habituels à notre alimentation, • donner une autonomie aux individus, • apporte une information et une formation. 	<ul style="list-style-type: none"> • ne touche pas à l'ensemble des personnes frappé par l'insécurité alimentaire, • Il y avait aussi des aliments qu'on n'a jamais consommé. • Jardin : pas de terrain suffisant, pas de semence, pas d'outils.
Changement au sein du système	<ul style="list-style-type: none"> • fournir les informations voulues sur le contenu du produit à consommer, • Solution : information sur les prix alimentaires 	

Pour la stratégie d'aide à court terme, les participants ont souligné l'importance de cette stratégie en aidant les moindres de la société et en apportant un soutien à ceux qui sont dans le besoin immédiat. Dans la revue, la mise en œuvre de cette stratégie permet de lutter contre la faim (54), contre la pauvreté alimentaire et l'inégalité (60), ainsi que l'insécurité alimentaire (58). Les participants partagent aussi les avis des scientifiques sur le fait que malgré son utilité, les banques alimentaires ne permettent pas, le plus souvent, aux personnes qui y font appel de se prendre en charge à long terme et cela peut développer une dépendance. Les banques alimentaires ne peuvent donc pas satisfaire tous les besoins alimentaires de ceux qui en demandent assistance (58). De plus, les aliments qui y sont distribués sont

douteux du point de vue qualité et sécurité, ce qui a été soulevé par les participants lors des trois ateliers et partagé par l'avis des diététiciens du Canada (4). La stratégie d'aide à court terme n'a donc pas comme vocation de solution permanente à l'insécurité alimentaire (1, 4, 22) et Tarasuk V, dans son article paru en 2001, a fortement critiqué l'adéquation et la pertinence de cette méthode à résoudre l'insécurité alimentaire des ménages (23).

La deuxième stratégie a été plutôt appréciée par les participants puisque cela les aide à acquérir une autonomie et à s'adapter à leur nouvel environnement. Leur souci par rapport à cette stratégie se trouve au niveau de l'accessibilité à la population cible et son adaptation aux réalités des groupes. Mais malgré quelques doutes sur son efficacité (20), certains chercheurs sont d'accord sur le fait que cette stratégie constitue la meilleure alternative à la charité représentée par la première stratégie (22, 47).

La troisième stratégie portant sur le changement au sein du système est le plus grand inconnu du public d'après ces résultats. Dans le prochain chapitre, on tentera de remédier à cette situation en donnant plus d'information sur les politiques et la façon dont on peut les influencer.

4.5 Les politiques

Cette section a pour objectif d'amener les participants à :

- mieux comprendre les politiques et la façon dont elles peuvent servir à corriger des problèmes sociaux comme l'insécurité alimentaire,
- cerner les problèmes liés à la sécurité alimentaire que la collectivité souhaiterait corriger au moyen des politiques,
- déterminer à quel point la collectivité est prête à aller de l'avant pour régler ces problèmes.

4.5.1 Définition de « POLITIQUES »

Au tout début des activités, on a commencé par cerner le terme politique en demandant à chaque groupe de définir le mot « POLITIQUES » et de lister les mots et/ou les phrases qui y seraient associés. On a demandé à chaque groupe de dissimuler le mot sur lequel ils travaillaient et de lire leur réponse pendant que les autres groupes essayaient de deviner le mot défini. A chaque fois, le mot politique a été découvert du premier coup par les autres participants, ce qui indiquait que malgré quelques différences, ils en avaient à peu près la même interprétation. Tous les groupes se sont accordés sur le fait que la politique est un art de gouverner, que les dirigeants ou autorités en place l'adoptent et elle s'applique à une organisation sociale donnée.

Les immigrants avaient une vision plus protectionniste de la politique en la considérant comme un ensemble de stratégies destinées à protéger et à résoudre les problèmes des gens. Les étudiants internationaux avaient une approche plus pratique, en la désignant comme des directives, des règles ou lois pour arranger et administrer les actes. Les mots associés les plus souvent cités par tous les groupes sont : autorités, gouvernement, président, premier ministre, maires...

Ce qui était ressorti de cette activité, on perçoit que les participants ne se sentaient pas impliqués personnellement dans les politiques ni dans ses processus. Ils les considèrent seulement comme des outils ou méthodes de travail aux niveaux communautaire et organisationnel, associés spécialement aux tenants du pouvoir public. Certaines personnes faisaient même référence au contexte africain en y associant les mots : rebelle, opposition et guerre.

A la fin de cette activité, on a donné aux participants la définition du mot politique telle que décrit dans l'outil, tout en faisant la corrélation avec les réponses qu'ils ont données. Ensuite, on en a ressorti les trois types de politiques existantes : personnelles, organisationnelles et publiques.

4.5.2 Valeurs des politiques

Les politiques sont donc élaborées par des hommes et peuvent être modifiées par les hommes. Si elles sont élaborées avec la participation des bénéficiaires directs, elles véhiculent et reflètent mieux leurs valeurs et expériences (19). A partir d'un récit (l'histoire de Charlène, questionnaire 6, annexe 4), on a essayé de dégager les valeurs et les politiques qui entrent en jeu dans notre vie quotidienne.

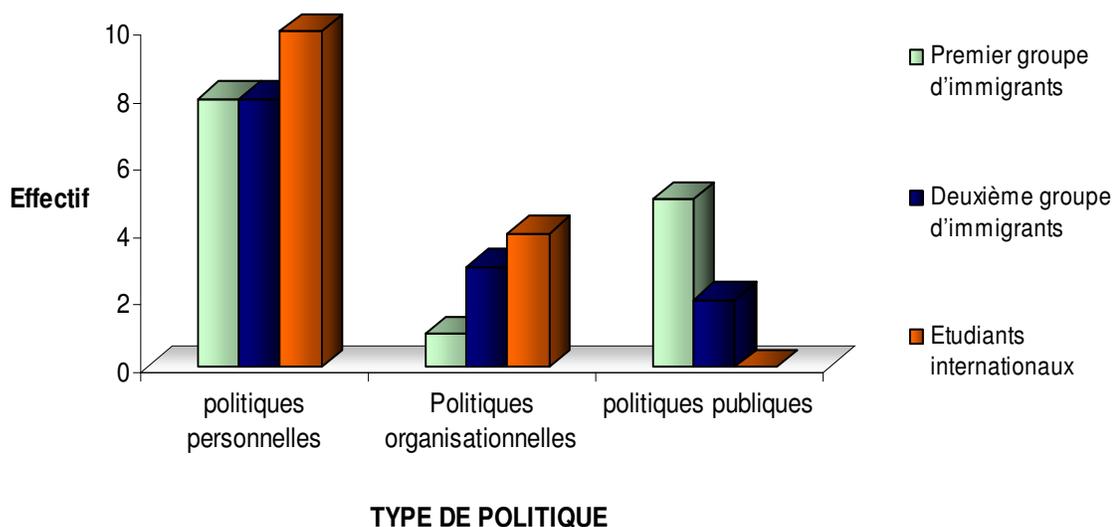


Figure 4 distribution des groupes selon le nombre de citation de chaque type de politique.

Dans cette histoire, tous les groupes ont trouvé que c'est la politique personnelle qui entre principalement en jeu puisqu'ils l'ont évoqué fréquemment. Ensuite vient la politique organisationnelle soulevée huit fois par tous les groupes, même si le premier groupe d'immigrants ne l'a citée qu'une seule fois. La réponse la plus discordante est donnée au niveau de la politique publique puisque le premier groupe la dénonçait à plusieurs reprises (5 fois dans la même histoire) alors que le groupe d'étudiants internationaux ne l'a pas du tout évoqué.

Le débat sur les valeurs des politiques a démontré que chaque action qu'on exécute dans la vie quotidienne met en jeu au moins un type de politique, et c'est essentiellement la politique personnelle qui est la plus déterminante. Les politiques personnelles sont le reflet des expériences et des connaissances de chaque individu en rapport avec ses conceptions et sa culture. C'est aussi cette politique personnelle qui est la plus flexible des trois puisqu'on peut l'adapter par rapport aux besoins et au contexte. Les réponses sur les valeurs des politiques publiques ont été très discordantes puisque le premier groupe d'immigrants l'impliquait plus aux événements dans l'histoire vécue par Charlène tandis que les étudiants internationaux ne les citaient guère. Cette division peut s'expliquer par le fait que les immigrants, en tant que résidents, ont plus d'expériences avec les politiques publiques par rapport aux étudiants qui évoluent au sein du campus et des services universitaires.

Les écrits sur les politiques personnelles et organisationnelles sont rares et les auteurs se sont concentrés aussi sur les critiques en rapport avec les politiques publiques. En effet, il est reconnu que les programmes gouvernementaux en relation directe avec le revenu et les facteurs qui y sont associés ont des incidences directes sur la réduction de la pauvreté et, par extension, sur la sécurité alimentaire (6, 38). Mais la réalité est telle que l'insécurité alimentaire est au cœur d'échecs de nombreuses politiques puisque les actions donnent plus la priorité à la réaction plutôt qu'à la prévention, et on compte trop sur les activités des organismes privés et bénévoles (24). On dit même que les gouvernements, fédéral et provincial, cherchent à dépolitiser la faim et à la soustraire à la responsabilité de l'État (35). De plus, le Canada ne possède pas un système bien coordonné de surveillance de l'insécurité alimentaire que ce soit au niveau national que provincial (4, 30).

Pour sa part, Hutckins dans son rapport à l'agence de santé publique de Canada en 2006, tenait à souligner qu'une action coordonnée entre les hommes politiques, les groupes et des citoyens locaux est à la base de la réussite de toutes interventions dans ce domaine (57).

4.5.3 Impact des politiques

Dans cet exercice, chaque groupe donne un exemple vécu de chaque type de politique et examine dans quelle mesure celles-ci peuvent avoir un effet sur leur sécurité alimentaire (questionnaire 7, annexe 4). A partir des réponses, on a pu déterminer trois types d'impact de ces politiques sur la sécurité alimentaire :

- impact positif : la politique améliore la sécurité alimentaire. Par exemple, un des participants du deuxième groupe a trouvé que les politiques de rabais (spéciaux) qu'adoptent les magasins aident beaucoup de personnes à équilibrer leur budget alimentaire → la politique organisationnelle des supermarchés améliore la sécurité alimentaire de ses clients.
- Impact négatif : la politique adoptée détruit la sécurité alimentaire. On peut citer ici la politique publique qui soumet une taxe sur le transport de certains aliments qui reviennent plus chères sur le marché. Les étudiants ont trouvé que cette situation influe négativement sur la sécurité alimentaire des consommateurs.
- Impact à la fois positif et négatif : dans ce cas, elle apporte simultanément un effet bénéfique et négatif sur la situation alimentaire. On peut illustrer ceci par une expérience personnelle que l'un des participants du premier groupe a partagé : « *si je travaille, je contribue à augmenter le revenu familial et améliorer ainsi notre sécurité alimentaire. Mais d'un autre côté, je n'aurais plus assez de temps à consacrer pour la préparation d'une bonne alimentation pour ma famille et mes enfants* ».

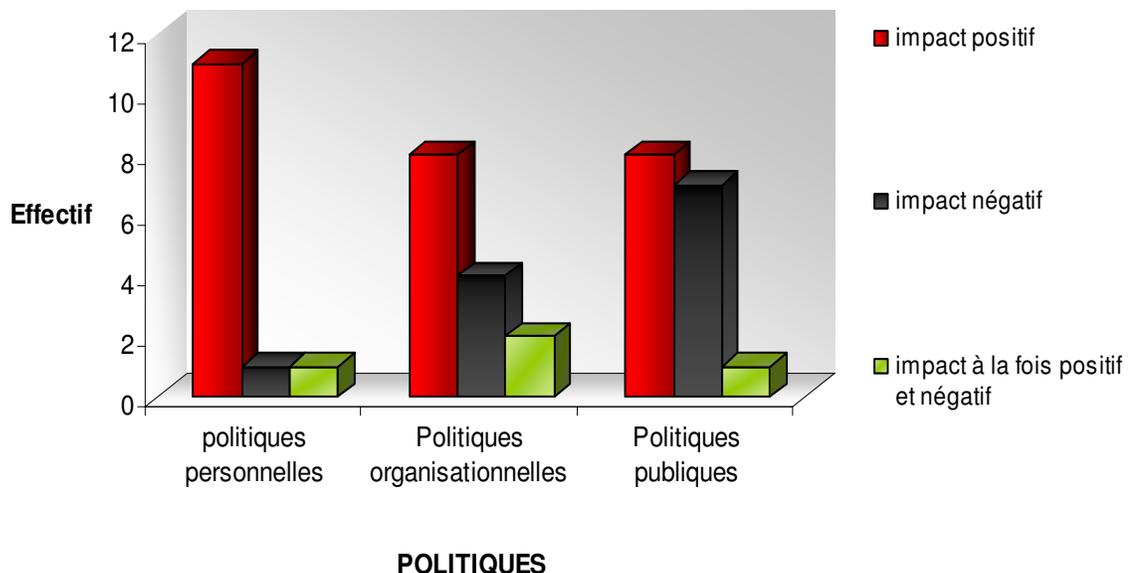


Figure 5 distribution des impacts selon chaque type de politique.

Cet exercice a permis aux participants de comprendre comment l'ensemble des groupes conçoit les portées de chaque politique en rapport avec la sécurité alimentaire. La figure 5 montre que les participants ont une vision plus positive de la politique personnelle qu'ils associent à beaucoup d'impacts positifs. Ce qui n'est pas forcément vrai puisque les ménages vivant dans des contraintes financières sont limités dans le choix de leurs aliments (21) et font parfois des compromis sur la qualité et la quantité (4), la mauvaise gestion qui fait du budget alimentaire le plus flexible dans le ménage (1), le choix de s'alimenter aux « fast-food » au détriment du repas familial et une mauvaise adaptation aux aliments locaux (56).

Pour les politiques organisationnelles, la revue de littérature exposait que les gens ont tendance à oublier le poids de cette politique alors qu'il déteint tout autant, parfois plus, sur la sécurité alimentaire (19). Les groupes avaient une vision plutôt positive de celles-ci mais les impacts négatif et mélangé sont assez importants pour ne pas être négligés.

Les politiques publiques sont les moins appréciées puisque les participants les associent plus à d'effets négatifs sur la sécurité alimentaire, une idée qui est partagée par plusieurs chercheurs. Selon les diététiciens du Canada, les changements dans les programmes sociaux du Canada ont beaucoup contribué à de mauvais impacts sur la sécurité alimentaire et ont renforcé les inégalités sociales (4). Riches, en 2000, a qualifié cette situation de dépolitisation de la faim et de déresponsabilisation de l'état (35) tout en sachant que ces programmes gouvernementaux ont des impacts directs sur la réduction de la pauvreté et subséquemment sur la sécurité alimentaire (6). MacRae a tenu à souligner en 2000 que le gouvernement canadien ne se dote pas expressément d'une politique alimentaire solide pour des finalités douteuses (62).

Après cet exercice, il convient de savoir quels sont les moyens mis en œuvre par les politiques afin de mieux se doter des moyens pour agir.

4.5.4 Outils de politique

La mise en œuvre des politiques nécessite l'utilisation d'instruments appelés outils de politiques. Au début de cette activité, on a expliqué aux participants ce que sont les outils de politiques et énuméré ensuite les composants qu'on a affiché sur diapositive. Ensuite, on a lu ensemble l'histoire du projet Healthy Eating, Active Living (HEAL) School food and Nutrition Policy en Colombie-Britannique dans le questionnaire 8 (annexe 4). Par une méthode participative, on dégagait un à un les outils de politique présents dans l'histoire en demandant à chaque fois aux participants de justifier leurs réponses.

Il en ressorti que chaque politique met en œuvre plusieurs outils à la fois puisque chaque groupe a cité au moins six outils utilisés dans ce projet. Pour avoir plus d'efficience dans les activités d'amélioration ou de changements au niveau des politiques donc, on peut exercer des actions au niveau d'un ou plusieurs éléments de ces outils.

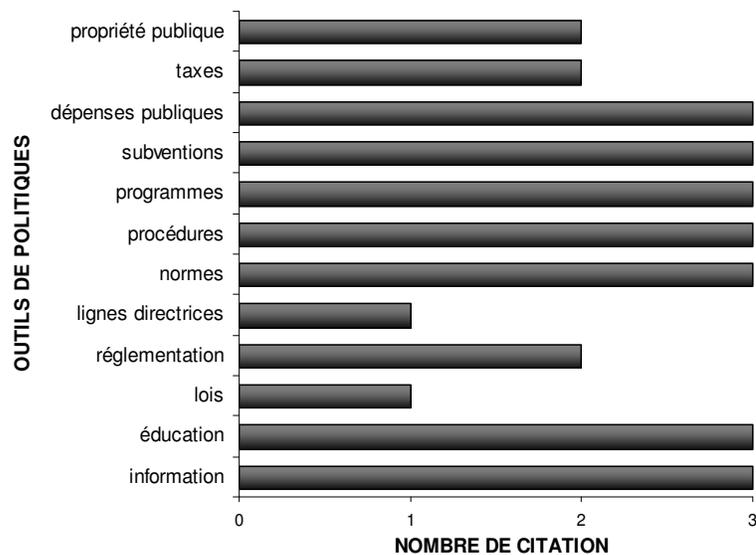
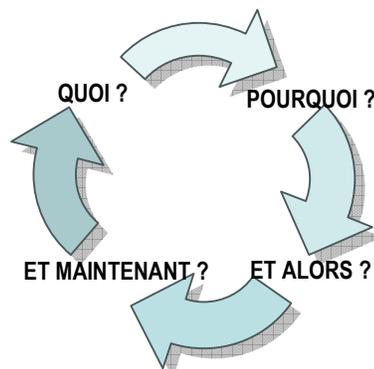


Figure 6 nombre de fois où chaque outil de politique a été cité pendant les trois ateliers.

A la suite de ces exercices, les participants avaient eu une meilleure compréhension de ce que sont les politiques, les pouvoirs qu'elles détiennent et les manières dont elles fonctionnent. Ils ont en main les atouts pour influencer ces politiques afin de résoudre les problèmes liées à leur sécurité alimentaire et la prochaine étape consiste à chercher comment les utiliser.

4.5.5 Déterminer la « politique problématique »

Cette partie utilise des techniques de partage d'expériences pour amener les gens à faire le lien entre ce qui se passe dans leur collectivité et la sécurité alimentaire (19). On a utilisé la technique suivante :



Source : La nourriture, vous y avez pensé?, 2005.

Les participants étaient invités à raconter des histoires ou des expériences en rapport avec l'insécurité alimentaire qu'ils ont vécu (19). Ensuite, on choisit un cas parmi ces récits qui semble le plus pertinent et le plus récurrent pour le groupe et sur lequel on va baser le remue-méninge. Tout le groupe a travaillé ensemble pour en trouver les causes, ensuite remonter jusqu'à la politique problématique et chercher des moyens pour les combattre. A chaque fois, on note sur de grandes feuilles ce que disent les participants.

Tableau 5 Dégager des problèmes et des solutions à partir de récits.

ETAPES	Premier groupe d'immigrants	Deuxième groupe d'immigrants	Étudiants internationaux
Cas étudié	La banque alimentaire où sont allé deux des participants distribuait des aliments déjà expirés et de très mauvaise qualité.	les immigrants ont du problème à trouver des ingrédients africains pour leur nourriture.	L'insécurité alimentaire que vivent les étudiants pendant les périodes d'examen.
La politique problématique	<ul style="list-style-type: none"> • Politique personnelle des bénéficiaires qui ne vérifient pas les dates de péremption. • Politique personnelle des bénévoles qui ne trient pas les aliments avant de distribuer. • Politique organisationnelle de la banque alimentaire qui distribue de mauvais aliments. • Politique publique des autorités publiques qui ne surveillent pas les activités des banques alimentaires. 	<ul style="list-style-type: none"> • Politique organisationnelle : absence de jardin pour cultiver des légumes africains à Moncton. • Politique publique : il y a des lois et réglementation qui ne permettent pas aux produits africains d'entrer au Canada. 	<ul style="list-style-type: none"> • Politique personnelle des étudiants: stress, difficile de garder un mode de vie sain et de contrôler la fluctuation. • Politique organisationnelle de l'Université: mauvais mode d'organisation des examens. • Politiques organisationnelles: les distributeurs sont pleins d'aliments non consistants comme la pizza, les boissons énergisantes. • Politique publique: les horaires des magasins ne conviennent pas aux étudiants.

ETAPES	Premier groupe d'immigrants	Deuxième groupe d'immigrants	Étudiants internationaux
Et alors ?	<ul style="list-style-type: none"> • Nous ne sommes pas des poubelles. • Cette situation est anormale, surtout ici au Canada. • Les gens ont foi, il faut répondre à la foi de la masse. • Si quelqu'un reçoit de la nourriture pourrie d'une banque et tombe malade, qui est responsable? • Si on tombe malade après, on dira qu'ils sont venus avec leur maladie de l'Afrique 	<ul style="list-style-type: none"> • Il y avait eu un projet de jardin communautaire africain qui n'a pas encore abouti. • Commencer un jardin communautaire dans le but de créer des jardins familiaux. 	<ul style="list-style-type: none"> • La santé n'a pas de prix! • La difficulté des études fait que l'on néglige les principes de bonne alimentation.
Propositions d'amélioration	<ul style="list-style-type: none"> • Les bénévoles devraient trier les bons aliments. • Politique des banques alimentaires : il faut qu'il y ait des suivis, des sanctions, les responsables doivent vérifier ce qui se passe aux banques alimentaires. • Politiques des grands magasins qui font don d'aliments de mauvaise qualité. • Le gouvernement et autorités doivent faire des suivis. 	<ul style="list-style-type: none"> • Politique personnelle : il faut sensibiliser les gens à cultiver son propre jardin familial. • Politique organisationnelle: créer un organisme pour faciliter à apprendre à cultiver (jardin communautaire). • Politique publique: donner la permission aux immigrants pour importer des semences de l'Afrique pour pouvoir cultiver eux-mêmes les légumes. • Politique publique: subvention pour les outils et semences (chers). 	<ul style="list-style-type: none"> • Politique personnelle : mieux organiser son temps (agenda), préparer à l'avance pour 3 jours de repas, conseiller les autres. • Politique organisationnelle : évaluation sommative dans la plupart des cours, espacer les sessions, aménager les horaires des cafeterias dans le campus. • Politique publique: mettre des distributeurs d'aliments sains dans les Universités, développer des moyens de transport (bus), les magasins doivent s'ouvrir un peu plus tard.

Chaque groupe a, dans l'ensemble, bien cerné les problèmes. Suite à la discussion, ils ont dégagé les manquements aux politiques utilisées et ont pu suggérer des solutions afin de résoudre les problèmes. Cet exercice a été le plus apprécié par les participants puisque qu'ils savent maintenant comment définir un problème de sécurité alimentaire et de quelle manière le résoudre. Après que les participants ont pu améliorer leurs capacités pour trouver et résoudre les problèmes de sécurité alimentaire, la prochaine étape consistera à chercher les meilleures bases pour pouvoir avancer dans leurs démarches.

4.5.6 Analyse FFPM

Cette analyse évalue les Forces et les Possibilités sur lesquelles ils peuvent s'appuyer pour mener à bien leurs activités, ou les Faiblesses et les Menaces externes du groupe (environnement, société ...) qui peuvent constituer des défis à relever. Cette étape a pour but de déterminer si le groupe est prêt à avancer (19).

Pour le premier groupe d'immigrants, leur force réside dans leur volonté de dénoncer ce qui ne va pas, la possession de ressources financières, la disponibilité ainsi que les connaissances. Le deuxième groupe tire surtout sa force dans la cohésion et l'entraide alors que les atouts des étudiants internationaux proviennent de leurs capacités individuelles et de leurs acquis.

Pour ce qui est des possibilités, le premier groupe a déclaré pouvoir compter sur l'appui du gouvernement, ce que le deuxième groupe a entériné en y associant la volonté communautaire à participer. Les étudiants ont affirmé que la volonté de chacun avec l'aide extérieure constituent un potentiel à exploiter.

Les faiblesses du premier groupe résident dans la peur d'être poursuivi s'ils dénoncent les anomalies existantes et beaucoup d'entraves au niveau personnel (manque de confiance en soi, manque d'argent, manque de temps...). Le deuxième groupe a révélé l'existence d'un complexe d'infériorité chez les immigrants et aussi des préjugés et du sous-estime de la part des Canadiens envers eux. Les étudiants internationaux sentent qu'ils n'ont pas assez de connaissances et de capacité personnelle pour parvenir à résoudre les problèmes.

Le premier groupe d'immigrants fait face au défi de tomber malade ou même de mourir s'ils ingèrent des aliments dangereux et aux menaces d'être emprisonnés s'ils osent révéler les problèmes qu'ils voient. Le deuxième groupe pense que les menaces et défis auxquels ils doivent faire face sont la vertu des lois et règlements qui peuvent leur interdire des pratiques nécessaires au bon fonctionnement de leur projet alors que c'est la hausse des prix qui inquiète le plus le groupe d'étudiants.

Chaque membre possède donc des atouts qu'il ou elle peut mettre à contribution pour constituer la force interne du groupe. Dans ses démarches, ils sont optimistes sur l'obtention de l'appui de la communauté et des autorités publiques. Mais la peur des autorités et des règlements persistent et peut constituer un frein à leur entreprise. Le manque d'estime de soi chez les immigrants et étudiants internationaux qui se manifeste par le complexe d'infériorité et le doute sur ses propres capacités et

connaissances constituent aussi des faiblesses qu'on ne peut pas négliger dans l'atteinte des objectifs. Ajouté à tout cela, ils doivent affronter des défis au niveau réglementaire et constitutionnel.

4.6 Histoire diététique

Cette étape ne fait pas partie des activités proposées dans le cahier d'activité « La nourriture, vous y avez pensé? » mais on a jugé important de l'ajouter à l'étude puisqu'on a considéré pertinent de savoir à quel point les immigrants et les étudiants internationaux arrivent à satisfaire leurs besoins nutritionnels. Le questionnaire sur le rappel diététique consistait à savoir quels étaient les aliments pris par le participant le jour d'avant la tenue de l'atelier (rappel de 24 heures, annexe 5) en précisant l'heure et la quantité des aliments consommés à chaque repas.

D'une façon générale, tous les immigrants prenaient au moins trois repas le jour d'avant l'enquête, c'est à dire les trois principaux repas : déjeuner, dîner et souper. Plus de la moitié d'entre eux ont pris des collations, soit avant le dîner (66,66%), soit pendant l'après-midi (83,33%) et après le souper le soir avant de se coucher (58,33%). Pour les étudiants internationaux, presque tout le monde avaient pris les trois grands repas de la journée d'avant, sauf un qui n'avait pas dîné. Pour les collations, le taux est très bas avec 28,57% seulement qui ont mangé quelque chose pendant la matinée et au cours de l'après-midi, et personne de ce groupe n'a déclaré avoir pris une collation après le souper.

L'analyse de l'histoire diététique a permis de déceler une insuffisance calorique dans l'apport énergétique global chez les immigrants avec seulement 67,88% de leurs apports par rapport aux ANR qui est comblé. Il est à noter aussi que c'est le petit déjeuner qui est le repas le plus consistant puisqu'il concourt de l'ordre de 38,27% à cet apport comparativement à 14,63% pour le souper et 12% pour le dîner. Malgré le fait que les membres de ce groupe prennent au moins les trois repas principaux de la journée, et que beaucoup d'entre eux ont pris des collations entre les repas, la moyenne d'apport est nettement inférieure à l'ANR. Il y a donc une carence dans l'apport alimentaire, soit au niveau de la qualité ou la quantité, soit les deux à la fois.

L'apport calorique moyen des étudiants est adéquat avec 88,59% des besoins qui sont satisfaits et c'est toujours le déjeuner qui prend la tête de liste dans la satisfaction des besoins caloriques avec plus d'un tiers (37,16%) des apports, suivi par le souper et la collation de l'après-midi avec respectivement 30,17% et 21,17%.

Tableau 6 **Apports nutritionnels moyens des immigrants et étudiants internationaux en rapport avec l'ANR.**

Nutriments	Immigrants	% ANR*	Etudiants internationaux	% ANR*
Energie (kcal)	1739,2	67,9	2057,1	88,6
Protéines (g)	52,4	97,6	73,3	170,3
Carbohydrates (g)	234,8	100,4	257,4	80
Fibres (g)	18	13,1	26	84,4
Lipides (g)	68,3	83,8	84,2	117,5
VIT A (IU)	7681,1	212,5	24429,7	688,7
VIT B1 (mg)	1,1	100,8	1,7	152,4
VIT B2 (mg)	1,4	128,2	2,3	193,4
VIT B3 (mg)	8,2	55,8	13,1	88,7
VIT B6 (mg)	1,2	89,5	1,9	150
VIT B12 (mg)	2,4	98,9	3,9	161
VIT C (mg)	439,2	2130,7	161	1530
VIT D (IU)	74,4	32,4	140,9	66,3
VIT E (mg)	3,1	20,2	8	53,1
Calcium (mg)	722,6	65	1075,7	104,7
Phosphore (mg)	840,3	103,4	1319,2	188,4
Fer (mg)	11,8	92,9	20,9	163,7
Zinc (mg)	3,8	41,6	7,6	86,2

* Les ANR ont été calculés selon les besoins individuels avant de calculer la moyenne du groupe.

Une alimentation est équilibrée quand 55% de l'apport énergétique provient des carbohydrates, 15% des protéines et 30% des lipides. Chez les immigrants, on constate une alimentation un peu élevée en gras puisque contrairement au 30% recommandé, 35% de l'énergie provient des lipides. Les protéines contribuent à 12% de l'apport énergétique et les hydrates de carbone à 54%. Les besoins en macronutriments de ce groupe sont généralement comblés, sauf pour les fibres qui sont largement au-dessous du besoin recommandé (18,06% seulement). Au niveau des micronutriments, les contrastes sont flagrants avec un excès considérable en vitamine C, d'autres qui dépassent les besoins recommandés (la vitamine A et B2) et plusieurs qui sont en déficience dont les vitamines B3, D, E ainsi que le Calcium et le Zinc.

Chez les étudiants internationaux, 37% de l'apport énergétique provient des lipides, ce qui est supérieur au 30% recommandé. Les protéines contribuent à 14% de l'apport énergétique et la contribution des hydrates de carbone de 50% est inférieure au 55% recommandé. L'apport en vitamine C est aussi à outrance ici, ainsi que pour la Vitamine A. Les Vitamines B1, B2, B6, B12, et le Phosphore et Fer sont

en excès d'apport. Comme chez les immigrants, l'apport en Vitamine D et E est insuffisant pour les étudiants internationaux.

Ce qui émerge de ces résultats, c'est que la qualité de l'alimentation diffère entre les deux groupes puisque les apports des étudiants sont largement supérieurs par rapport à ceux des immigrants alors que dans le respect des repas, les étudiants respectent tout autant les trois grands repas de la journée mais prennent moins de collations. Par contre chez les deux groupes, la densité en lipides de l'alimentation est un peu au-dessus de celle recommandée.

Comparativement aux immigrants, les apports en micronutriments des étudiants sont généralement plus élevés et la plupart du temps dépassant le seuil adéquat. Pour les apports en vitamines, les deux groupes présentent un excès d'apport élevé en vitamine C et assez importante pour les vitamines A et B12. On retrouve chez les étudiants internationaux un apport supérieur aux limites recommandés pour les vitamines B1, B2, B6 et B12. Paradoxalement, on a constaté un apport largement déficitaire en vitamines D et E dans les deux groupes même si c'est plus marquant chez les immigrants.

Pour l'apport en minéraux, les étudiants internationaux présentent un apport excessif en Phosphore et en Fer. Pour le Calcium, les immigrants présentent un apport insuffisant (65% des ANR) alors que les étudiants ont un apport adéquat. Cependant, pour ce micronutriment, la présence de déficit net d'apport en Vitamine D, qu'on a vu auparavant, peut constituer un biais puisque ce dernier intervient dans le mécanisme d'absorption du Calcium dans l'organisme et peut entraîner une malabsorption du Calcium malgré la suffisance d'apport. On peut dire dans ce cas que les immigrants et les étudiants internationaux sont à risque d'avoir des problèmes osseux futurs si cette situation ne se corrige pas. Pour le Zinc, les étudiants internationaux sont dans les normes mais les immigrants présentent nettement un déficit d'apport de ce micronutriment.

Ce qui ressort de ces résultats, on peut dire que l'apport alimentaire des participants, immigrants et étudiants internationaux sont donc en déséquilibre : beaucoup de déficit pour le premier et trop d'excès pour le deuxième. Cette situation démontre clairement, telle que prévue, que ces groupes vivent dans l'insécurité alimentaire. L'une des manifestations de l'insécurité alimentaire se retrouve dans le déséquilibre d'apport qui est le fruit d'un déséquilibre dans l'alimentation et cette situation constitue un risque pour leur santé future.

4.7 Evaluation des activités

Cette partie (section 7) clôture les ateliers et a consisté à mettre en place des jeux et simulations sur la sécurité et l'insécurité alimentaire ainsi que rassembler les appréciations des participants sur l'atelier. Pour ce faire, deux questionnaires (Vos réflexions! et Evaluation, annexe 4) ont été remis aux participants.

Parmi les sujets développés pendant l'atelier, ce qui a le plus retenu l'attention de tous les participants était la section 2 concernant les effets de l'insécurité alimentaire suivie par la section 4 sur les politiques.

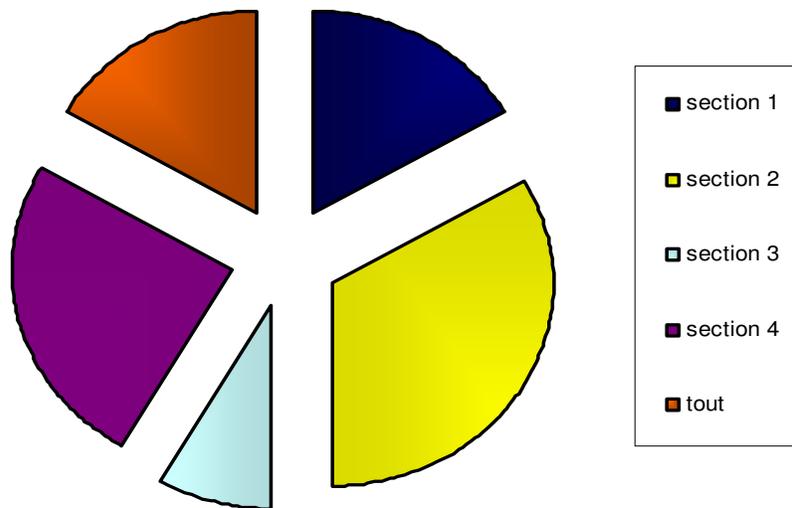


Figure 7 répartition des sections selon l'appréciation des participants (n = 12).

En revanche, la section 3 sur les trois types de politique semble n'a pas trop intéressé les participants à l'étude. Deux personnes avaient déclarés intéressées par tous les sujets abordés pendant l'atelier.

Quand on a posé aux participants la question : selon eux, qu'est-ce qui doit se passer maintenant dans la collectivité pour remédier aux problèmes de sécurité alimentaire, les 58,33% des répondants ont déclaré qu'il est temps d'agir et le quart soulignaient qu'il faut une prise de conscience de la gravité de la situation sur l'insécurité alimentaire et la nécessité d'action dans ce domaine.

L'action concertée de tout et chacun est nécessaire. Les institutions, les organisations, les professionnels de la nutrition et surtout les instances publiques sont considérés par les groupes les plus susceptibles de les aider dans leur lutte contre l'insécurité alimentaire. Tout le monde a déclaré pouvoir

jouer un rôle dans les processus de lutte contre l'insécurité alimentaire tant au niveau communautaire qu'individuel. Dans leur famille et la collectivité, ils sont prêts à jouer un rôle en tant que sensibilisateur et d'éducateur. Ils sont conscients qu'ils doivent servir de modèle à leur entourage pour l'adoption d'une bonne politique personnelle plus encline à la sécurité alimentaire.

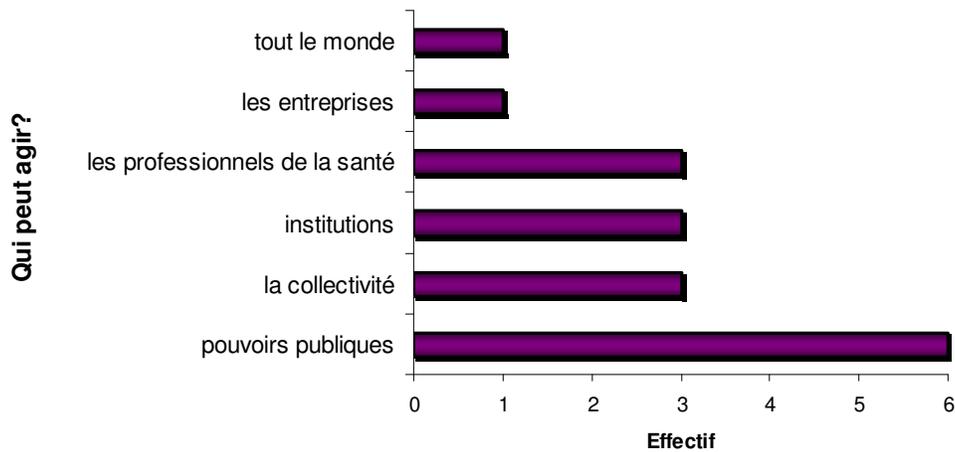


Figure 8 répartition des gens ou organismes qui peuvent soutenir les activités.

Selon les participants, ce sont les autorités et instances publiques (gouvernements, municipalité, Santé Canada...) qui sont susceptibles, en premier lieu, de collaborer au projet de lutte contre l'insécurité alimentaire, ensuite viennent la collectivité, les institutions comme les églises, les entreprises et les écoles. Ils pensent que les professionnels de la santé travaillant dans le domaine de la nutrition peuvent être d'une grande aide.

Pour ce qui est de l'évaluation des ateliers, les participants ont été généralement satisfaits par les activités proposées, l'organisation, les présentations, les discussions participatives, les travaux de groupe ainsi que les jeux.

Par contre, ils appréciaient moins :

- Le manque de temps,
- Le nombre restreint des participants,
- Et la durée des activités (très longue).

L'atelier leur a donné de nouvelles idées et une vision plus claire sur l'insécurité alimentaire, l'alimentation et la malnutrition. Les effets néfastes de l'insécurité alimentaire les incitent à faire plus attention à ce qu'ils mangent. Certains déclaraient vouloir mieux organiser leur nourriture, d'autres à

faire plus d'activités physiques et un participant était motivé à parachever son projet de jardin communautaire pour les immigrants.

Les suggestions recueillies par rapport à l'atelier sont :

- Inviter plus de participants pour qu'ils puissent apporter plus de sujet et enrichir les échanges ;
- Organiser ce genre d'activités pendant que les étudiants sont sur le campus car cela constituerait un large réseau de diffusion.
- Adapter le questionnaire au niveau intellectuel le plus bas puisque certains immigrants sont moins instruits et peuvent trouver des difficultés à y répondre.
- Renforcer les cours sur "la sécurité alimentaire" dans les programmes scolaires pour que tout le monde, y compris les enfants, puissent prendre conscience du problème.

5 CONCLUSION ET RECOMMANDATIONS

Cette recherche effectuée sur la sécurité alimentaire des immigrants et étudiants internationaux francophones de la ville de Moncton a permis de connaître la situation que vivent ces groupes vulnérables. A la lumière des résultats obtenus, quelques grands points se dégagent :

- 1) Les immigrants et les étudiants internationaux francophones qui ont participé aux ateliers ont une bonne connaissance de ce qu'est la sécurité alimentaire.
- 2) Les deux groupes vivent dans l'insécurité alimentaire.
- 3) Les problèmes soulevés en rapport avec la sécurité alimentaire sont étroitement liés à un faible accès financier et à la cherté des denrées alimentaires.
- 4) L'hypothèse selon laquelle les immigrants subissent une faible acculturation ainsi qu'une mauvaise adaptation aux consommations locales a été vérifiée.
- 5) L'analyse de l'histoire diététique a signalé un grand déséquilibre au niveau des apports nutritionnels, se manifestant surtout par le manque d'apport en plusieurs micronutriments pour les immigrants et beaucoup de surplus d'apport chez les étudiants.
- 6) En rapport avec leur participation dans la lutte contre l'insécurité alimentaire, les participants ont émis beaucoup de volonté à dénoncer les faits irréguliers qu'ils voient, mais cet élan est gêné par la peur des poursuites qu'ils peuvent subir.

Les ateliers ont aidé les participants à prendre conscience de l'implication de la sécurité alimentaire dans leur vie et d'accroître leur capacité à lutter contre l'insécurité alimentaire, surtout en influençant les politiques publiques. Le cahier d'activités « La nourriture, vous y avez pensé ? », qui a servi de base pour cette étude, constitue donc un outil exemplaire dans la lutte contre l'insécurité alimentaire des groupes vulnérables de la population parce qu'il permet, non seulement de renforcer les connaissances de la population concernée sur la sécurité alimentaire, mais aussi d'impliquer leur participation dans le processus de recherche des solutions pour une meilleure efficacité dans les résultats.

Il est donc recommandé de s'inspirer de cet outil pour lutter contre l'insécurité alimentaire à Madagascar, tout en apportant les améliorations et adaptations nécessaires aux contextes du pays.

5.1 Contexte de la sécurité alimentaire à Madagascar

Madagascar est la quatrième plus grande île du monde qui se caractérise par la grande variété de ses ressources naturelles. Le pays est classé parmi les pays les plus pauvres du monde avec un PNB par habitant de l'ordre de 320 dollars américain (source: Banque Mondiale, 2009).

Environ 72% de sa population, estimée à 19,7 millions (source: Banque Mondiale, 2009), vit en dessous du seuil de pauvreté. Son économie repose essentiellement sur l'agriculture, la pêche, l'élevage et les activités forestières qui font travailler 70% de la population active. Madagascar est régulièrement exposé aux catastrophes naturelles notamment les cyclones et la sécheresse. Dans les 35 dernières années, plus de 46 catastrophes ont eu lieu, dont des périodes de sécheresse, cyclones, épidémies, invasions de sauterelles qui ont affecté plus de 11 millions de personnes (64).

L'insécurité alimentaire est la forme la plus extrême des aspects multidimensionnels de la pauvreté qui touchent la population malgache (65, 66). Environ la moitié de la population malgache est victime de l'insécurité alimentaire temporaire ou saisonnière qui évolue surtout suivant le rythme de la production agricole. Ce caractère saisonnier se traduit par des périodes de soudure qui durent en moyenne quatre mois dont la période la plus difficile va généralement de janvier à mars, lorsque seulement 12% du riz est récolté au niveau national. L'insécurité alimentaire temporaire est répandue dans tout l'ensemble du pays avec la majorité se localisant dans les provinces de Fianarantsoa et d'Antananarivo où vivent le plus grand nombre de pauvres (67). Le sud de Madagascar, du fait de son climat à caractéristique sahélien, est fréquemment affecté par des difficultés alimentaires sévères résultant d'aléas climatiques et de sécheresses récurrentes, auxquels s'ajoutent parfois d'autres facteurs aggravants, comme le blocus économique de 2002 (66, 68).

Les groupes vulnérables à l'insécurité alimentaire, en milieu rural, sont les petits agriculteurs, les ménages où le chef de famille n'a reçu aucune instruction, les ménages composés de nombreuses personnes, les ménages constitués de personnes âgées, les paysans sans terres, et une partie des producteurs de produits d'exportation qui subissent les variations de prix sur les marchés internationaux. En milieu urbain, les groupes les plus touchés sont les sans-emplois et les sans-abris. Au-delà de ces classifications, les groupes les plus affectés sont surtout les femmes et les enfants de moins de cinq ans. Les enquêtes de démographie et santé de 2003-2004 ont montré que 46% des mères étaient atteintes d'anémie, avec une prévalence plus élevée chez les mères sans instruction, et un taux de malnutrition chronique de 42% chez les enfants de moins de 5 ans (source: base de données de l'OMS).

L'amélioration de la sécurité alimentaire fait partie intégrante des stratégies de l'Etat malgache dans la lutte contre la pauvreté. Cette volonté s'illustre par l'engagement 5 (Santé, planning familial et lutte contre le VIH/SIDA), défi numéro 7: améliorer la nutrition et la sécurité alimentaire du Plan d'Action pour Madagascar (MAP) mis en place par le gouvernement malgache en 2007, qui s'est traduit par la stratégie N°6 de la Politique Nationale de Nutrition (PNN) et du Plan National d'Action pour la Nutrition (PNAN) : améliorer la sécurité alimentaire des ménages.

5.2 Transfert et recommandations pour Madagascar

Pour remédier à cette situation d'insécurité alimentaire grave à Madagascar, on va s'inspirer des expériences acquises lors de la conduite de cette étude sur la sécurité alimentaire des immigrants et étudiants internationaux de la ville de Moncton, en y apportant quelques ajustements nécessaires :

- Traduction de l'outil en langue nationale (le malgache) et au dialecte local.
- Adaptation des questions au niveau de connaissance de la population afin de faciliter leur compréhension.
- Favoriser les discussions plutôt que le remplissage de questionnaires, vu la faible alphabétisation de la population.
- Redéfinition de la population cible qui sera toujours constituée des populations vulnérables à l'insécurité alimentaire des zones à haut risque.
- Redéfinition des buts et objectifs suivant la population cible.
- Bien choisir la période où on effectue les ateliers (en dehors des périodes de travail dans les champs) pour avoir le maximum de participants.
- Diversifier au maximum le profil des participants pour avoir le maximum d'interactions possible.
- Travailler en collaboration avec les autorités locales et les inclure dans les activités.
- Motiver les participants en distribuant des certificats pour leur participation.
- La mise en œuvre de ces ateliers est d'autant plus facilitée si on emploie du personnel local qualifié et formé, puisqu'ils seront plus conscients de la réalité des groupes et permettront une meilleure adhérence des participants.
- Encadrer et accompagner les groupes de sécurité alimentaire formés à partir des ateliers.

L'utilisation de cet outil sera un atout considérable pour améliorer la sécurité alimentaire à Madagascar.

6 Références bibliographiques

1. Villalon L. Comptoir alimentaire de Mapleton, Nouveau-Brunswick : profil sociodémographique et alimentaire des bénéficiaires. *Can J Diet Prac Res* 1998;**59**:75-82.
2. Division des opérations de terrain de la FAO, Département de la coopération technique. Programme spécial pour la sécurité alimentaire. Dans: *Le droit à la nourriture, en théorie et en pratique*. FAO; 2000. p.10. Disponible sur : <http://www.fao.org/DOCREP/W9990F/W9990f09.htm> (consulté le 02/02/09)
3. Koc M, MacRae R, Mougeot LJA, Welsh J. La sécurité alimentaire: un enjeu mondial. Dans : *Armer les villes contre la faim ; Systèmes alimentaires urbains durables*. Centre de recherches pour le développement international ; 2000. p.1-8.
4. Dietitians of Canada. Individual and household food insecurity in Canada: position of dietitians of Canada. *Can J Diet Prac Res* 2005;**66**:43-6.
5. Agence de santé publique du Canada : bureau régional de l'Atlantique, Santé Canada : bureau régional de l'Atlantique. Des aliments plus sains, des gens plus en santé : une initiative conjointe. Agence de santé publique du Canada, 2007, 94p. http://www.phac-aspc.gc.ca/canada/les-regions/atlantique/Publications/Aliments_plus_sains/Aliments_plus_sains_F.pdf (consulté 02/02/09)
6. FAO. Suivi de la mise en œuvre du Plan d'action du Sommet mondial de l'alimentation : Quatrième rapport d'étape du Canada sur la sécurité alimentaire. Agriculture et Agroalimentaire Canada, 2006, 63p. Disponible sur : http://www.agr.gc.ca/misb/fsec-seca/pdf/report-rapport_4_f.pdf (consulté le 02/02/09)
7. FAO, Réseau du Système des Nations Unies sur le développement rural et la sécurité alimentaire. Alimentation et nutrition, 2004.
8. Roudart L. Sous-alimentation et malnutrition dans le monde. Encyclopaedia Universalis Cédérom, 2008, 39p.
9. McIntyre L, Connor S, Warren J. Aperçu de la faim chez les enfants au Canada-Octobre 1998. Québec : Direction générale de la recherche appliquée. Politique stratégique. Développement des ressources humaines Canada ; 1998, 35p. Consulté le 03/02/09 sur :
<http://www.hrsdc.gc.ca/fra/sm/ps/dsc/fpcr/publications/recherche/1998-000125/w-98-26f.pdf>
10. Centre de ressources en citoyenneté canadienne et immigration, étude légale de Colin R. Singer. Le cadre stratégique pour favoriser l'immigration au sein des communautés francophones en situation minoritaire. Immigration.ca-Canada Immigration News, 2007. Disponible sur : <http://www.immigration.ca/french/news-mar07-cadre.asp> (consulté le 03/02/09)

11. Statistique Canada. Population selon le statut d'immigrant et la période d'immigration, chiffres de 2006, pour le Canada, les provinces et les territoires - Données-échantillon (20 %); 2007. <http://www12.statcan.ca/francais/census06/data/highlights/Immigration/Table403.cfm?Lang=F&T=403&GH=4&SC=1&S=99&O=A> (consulté le 03/02/09)
12. L'Acadie du Nouveau-Brunswick. Table de concertation provinciale sur l'immigration francophone au Nouveau-Brunswick, une terre d'accueil ouverte aux immigrants et immigrantes, 2005.
13. Kasper J, Gupta SK, Tran P, Cook JT, Meyers AF. Hunger in legal immigrants in California, Texas and Illinois. *Am J Public Health* 2000;**90**:1629–33.
14. Satia-Abouta J, Patterson RE, Neuhouser ML, Elder J. Dietary acculturation applications to nutrition research and dietetics. *J Am Diet Assoc* 2002;**102**:1105–18.
15. Quandt SA, Shoaf JI, Tapia J, Hernandez-Pelletier M, Clark HM, Arcury TA. Experiences of Latino immigrant families in North Carolina help explain elevated levels of food insecurity and hunger. *J Nutr* 2006;**136**:2638–44.
16. Neault N, Frank D, Merewood A, Phillip B, Levenson S, Cook J, Meyers A, Casey P, Cutts D, Black M, Heeren H, Berkowitz C and the Children's Sentinel Nutrition Assessment Program Study Group. Breastfeeding and health outcomes among citizen infants of immigrant mothers. *J Am Diet Assoc* 2007;**207**:2077-86.
17. Satia-Abouta J, Patterson RE, Kristal AR, Hislop TG, Yasui Y, Taylor VM. Development of scales to measure dietary acculturation among Chinese-Americans and Chinese-Canadians. *Can J Diet Prac Res* 2001;**101**:548-53.
18. Varghese S, Moore-Orr R. Dietary acculturation and health-related issues of Indian immigrant families in Newfoundland. *Can J Diet Prac Res* 2002;**63**:72-9.
19. Les projets de sécurité alimentaire du Nova Scotia Nutrition Council et de l'Atlantic Health Promotion Research Centre, Université Dalhousie. La nourriture, vous y avez pensé? 2005, 107p. Disponible sur: <http://www.foodthoughtful.ca> (consulté le 05/05/08)
20. McIntyre L, Tarasuk V. La sécurité alimentaire comme facteur déterminant de la santé. Conférence sur les déterminants sociaux de la santé pendant toute la durée de vie, Toronto, novembre 2002, 5p.
21. Tarasuk V. Document de travail sur l'insécurité alimentaire individuelle et des ménages. Santé Canada, 2001, 112p.
22. Power EM. Justice sociale et durabilité au service de la sécurité alimentaire. Dans : *Armer les villes contre la faim ; Systèmes alimentaires urbains durables*. Centre de recherches pour le développement international ; 2000. p.33-40.
23. Tarasuk V. A critical examination of community-based responses to household food insecurity in Canada. *Health Educ Behav* 2001;**28**:487.

24. Pegg S. Bilan-faim 2007: le seul sondage national au Canada portant sur les banques alimentaires et les programmes alimentaires d'urgence. Association canadienne des banques alimentaires, 47p.
25. Borjas GJ. Food insecurity and public assistance. *J Public Econ* 2004;**88**:1421–43.
26. Power EM. les déterminants de la saine alimentation chez les canadiens à faible revenu. *Can J Public Health* 2005;**96**:42-8.
27. Ledrou I, Gervais J. L'insécurité alimentaire. *Rapport sur la santé* 2005;**16**:47-51.
28. Quandt SA, Arcury TA, Early J, Tapia J, Davis JD. Household food insecurity among migrant and seasonal Latino farmworkers in North Carolina. *Public Health Rep* 2004;**119**:568–76.
29. Kirkpatrick SI, Tarasuk V. Food insecurity is associated with nutrient inadequacies among Canadian adults and adolescents. *J Nutr* 2008;**138**:604-12.
30. Vozoris NT, Tarasuk VS. Household food insufficiency is associated with poorer health. *J. Nutr* 2003;**133**:120-6.
31. Stuff JE, Casey PH, Szeto KL, Gossett JM, Robbins JM, Simpson PM, Connell C, Bogle ML. Household food insecurity is associated with adult health status. *J. Nutr.* 2004;**134**:2330-5.
32. Côté J. *Vivre la pauvreté et l'insécurité alimentaire en Gaspésie et aux Îles-de-la-Madeleine: analyse de récits biographiques; résultats de recherche*. Gaspé : Agence de la santé et des services sociaux de la Gaspésie-Îles-de-la-Madeleine, 2007, 15 p.
33. Badun C, Evers S, Hooper M. Food security and nutritional concerns of parents in an economically disadvantaged community. *J Can Diet Assoc* 1995;**56**:75-80.
34. Hamelin AM, Habicht J-P, Beaudry M. Food insecurity: consequences for the household and broader social implications. *J Nutr* 1999;**129**:525-8.
35. Riches G. Réaffirmation du droit à la nourriture au Canada: le rôle des réseaux communautaires de sécurité alimentaire. Dans : *Armer les villes contre la faim ; Systèmes alimentaires urbains durables*. Centre de recherches pour le développement international ; 2000. p.219-224.
36. Northcott D. Les familles canadiennes ont droit à la sécurité alimentaire. L'institut Vanier de la famille, transition hiver 2007, 11-14.
37. Campagne 2000. Rapport 2007 sur la pauvreté des enfants et des familles au Canada, 2007, 8p. Consulté le 25/05/08 sur:
http://74.125.77.132/search?q=cache:TldXH0TDWSsJ:www.campaign2000.ca/rc/rc07/2007_C2000_NationalReportCardFR.pdf+37.+Campagne+2000.+Rapport+2007+sur+la+pauvret%C3%A9+de+s+enfants+et+des+familles+au+Canada,+2007.+Disponible+sur&hl=fr&ct=clink&cd=1&gl=fr
38. Bureau de la politique et de la promotion de la nutrition, Direction générale des produits de santé et des aliments. *Enquête sur la santé dans les collectivités canadiennes, cycle 2.2, Nutrition (2004)- Sécurité alimentaire liée au revenu dans les ménages canadien*. Santé Canada, 2007, 118p.

- Disponible sur: http://www.hc-sc.gc.ca/fn-an/surveill/nutrition/commun/income_food_sec-sec_alim-fra.php (consulté le 03/02/09)
39. Koc M, Welsh J. *Les aliments, les habitudes alimentaires et l'expérience de l'immigration*. Centre for Studies in Food Security, Ryerson University, Toronto, Canada 2002, 16p.
 40. Dufour R. Insécurité alimentaire. Dans: *Enquête sur la santé dans les collectivités canadiennes 2003-Fiches de résultats pour la Montérégie, ASSS Montérégie*. Direction de santé publique 2006, 4p.
 41. Kirkpatrick SI, Tarasuk V. Adequacy of food spending is related to housing expenditures among lower-income Canadian households. *Public Health Nutr* 2007;**10**:1464-73.
 42. Leckie S. Répercussions de la consommation de viande sur la sécurité alimentaire et l'environnement. Dans: *Armer les villes contre la faim ; Systèmes alimentaires urbains durables*. Centre de recherches pour le développement international ; 2000. p.155-160.
 43. Tarasuk VS, Beaton GH. Household food insecurity and hunger among families using food banks. *Can J Public Health* 1999;**90**:109-13.
 44. Malassis L, Ghersi G. *Initiation à l'économie agroalimentaire*. Paris: Hatier-AUPELF, 1992, 335p. ISBN 2-218-05014-5
 45. Olson CM. Nutrition and health outcomes associated with food insecurity and hunger in the US. *J Nutr* 1999;**129**:175-205.
 46. Power EM. Economic abuse and intra-household inequities in food security (Commentary). *Can J Public Health* 2006;**97**:258-60.
 47. Coderre C, Dubois M. Solidarité et citoyenneté: initiative pour contrer la pauvreté chez les francophones dans Ottawa-Carleton. *Reflets* 2000;**2**:61-86.
 48. Johnson CS, Garcia AC. Dietary and activity profiles of selected immigrant older adults in Canada. *J Nutr Elder* 2003;**23**:23-39.
 49. ONU. Migration internationale et développement, Rapport du Secrétaire général. Soixantième session de l'Assemblée générale. Mai 2006, 99p.
 50. Desrosiers E. Immigration-Un monde en mouvement. Édition du 16 et 17 avril 2005. Disponible sur : <http://www.ledevoir.com/2005/04/16/79507.html> (consulté le 03/02/09)
 51. Schellenberg G. *Tendances et conditions dans les régions métropolitaines de recensement; Les immigrants dans les régions métropolitaines de recensement au Canada*. Statistique Canada, Division de l'analyse des entreprises et du marché du travail Ottawa; 2004, 79p. ISBN: 0-662-77301-2

52. Quell C. *L'immigration et les langues officielles: Obstacles et possibilités qui se présentent aux immigrants et aux communautés*. Ministre des Travaux publics et Services gouvernementaux Canada, 2002, 69p. ISBN : 0-662-66947-9
53. Picot G, Sweetman A. *Dégradation du bien-être économique des immigrants et des causes possibles: mise à jour 2005*. Statistique Canada, 2005, 28p. ISBN: 0-662-74409-8
54. Canada. Plan d'action du Canada pour la sécurité alimentaire; en réponse au Plan d'action du sommet mondial de l'alimentation. Agriculture et Agroalimentaire Canada, 1998, 62p. Consulté le 03/02/09 sur : <http://www4.agr.gc.ca/AAFC-AAC/display-afficher.do?id=1210258449709&lang=fra>
55. Sobal J. Cultural comparison research designs in food, eating, and nutrition. *Food Qual Prefer* 1998;**9**:385-92.
56. Pillarella S, Renaud L, Lagacé MC. *Acculturation alimentaire des immigrants récents de l'Afrique de l'Ouest francophone établis à Montréal: une analyse écologique*. In les médias et le façonnement des normes en matière de santé. Collection Santé et Société: Presses de l'Université de Québec, 2007, 21p.
57. Hutchins R, PolicyLink NB. Engaging communities in the public policy process, final report. Public Health Agency of Canada, May 2006.
58. Tarasuk V, Eakin JM. Charitable food assistance as symbolic gesture: an ethnographic study of food banks in Ontario. *Social Science & Medecine* 2003;**56**:1505-15.
59. Starkey LJ, Gray-Donald K, Kuhnlein HV. Nutrient intake of food bank users is related to frequency of food bank use, household size, smoking, education and country of birth. *J Nutr* 1999;**129**:883-9.
60. Riches G. Food banks and food security: welfare reform, human rights and social policy; lessons from Canada? *Policy & Administration* 2002;**36**:648-63.
61. Husbands W. Banques alimentaires: organismes de lutte contre la faim. Dans : *Armer les villes contre la faim ; Systèmes alimentaires urbains durables*. Centre de recherches pour le développement international ; 2000. p.109-116.
62. MacRae R. Échec de la politique alimentaire canadienne. Dans : *Armer les villes contre la faim ; Systèmes alimentaires urbains durables*. Centre de recherches pour le développement international ; 2000. p.197-209.
63. Site Web officiel MAGMA : <http://www.multiculturalassociation-moncton.com/> (consulté le 28/06/08)
64. PAM. Note de synthèse: Madagascar - analyse globale de la sécurité alimentaire et de la vulnérabilité, 2006, 4p. Disponible sur le site: <http://www.wfp.org/odan/senac> (consulté le 23/12/08)
65. Montembault S. Madagascar: analyse de la sécurité alimentaire et de la vulnérabilité (CFSVA), Collecte et analyse des informations secondaires. PAM ; Service de l'analyse et de cartographie de la vulnérabilité, 2005, 37p.

66. Droy I, Rasolofo P. Les approches de la vulnérabilité alimentaire dans le sud de Madagascar. CED, Bordeaux 2004, 19p.
67. Le Ministère de l'Agriculture, de l'Elevage et de la Pêche. Rapport national sur l'insécurité alimentaire et la vulnérabilité à Madagascar. MAEP, 2003, 125p.
68. Bidou JE, Droy I. Comment analyser la vulnérabilité des ménages du Sud de Madagascar face à une crise climatique? L'apport des observatoires ruraux. Colloque Vulnérabilités sociétales, risques et environnement. Toulouse, 14-16 mai 2008.

7 Liste des figures

Figure 1	répartition des participants originaires d’Afrique selon le pays d’origine (n=18).	27
Figure 2	moyenne des pourcentages des réponses aux questions sur signification de la sécurité alimentaire. .	29
Figure 3	distribution des groupes selon l’expérience avec les différentes stratégies de sécurité alimentaire.	36
Figure 4	distribution des groupes selon le nombre de citation de chaque type de politique.	39
Figure 5	distribution des impacts selon chaque type de politique.	41
Figure 6	nombre de fois où chaque outil de politique a été cité pendant les trois ateliers.	43
Figure 7	répartition des sections selon l’appréciation des participants (n = 12).	50
Figure 8	répartition des gens ou organismes qui peuvent soutenir les activités.	51

8 Liste des tableaux

Tableau 1	Caractéristiques sociodémographiques de la population d'étude	26
Tableau 2	signification des quatre éléments de la sécurité alimentaire par les participants	28
Tableau 3	Répartition des stratégies dans les catégories d'aide citées par les participants.....	35
Tableau 4	Avantages et inconvénients de chaque stratégie révélés par les participants.	37
Tableau 5	Dégager des problèmes et des solutions à partir de récits.....	44
Tableau 6	Apports nutritionnels moyens des immigrants et étudiants internationaux en rapport avec l'ANR... 	48

9 Glossaire

La **sécurité alimentaire** est définie comme l'accès de tous les êtres humains, à tout moment, à une nourriture leur permettant de mener une vie saine et active. On parle de sécurité alimentaire quand tous ont accès à des aliments nutritifs et sains, qui leur conviennent et qui sont adaptés aux habitudes propres à leur culture, qu'ils ont acquis de façon respectueuse de l'environnement et équitable du point de vue social.

Le terme **immigration** vient du latin « *immigrare* » qui signifie pénétrer dans, et désigne l'entrée dans un pays de personnes qui y sont étrangères dans le but d'y séjourner pendant quelques temps, et/ou d'y travailler.

L'**acculturation alimentaire** fait référence au développement, chez les immigrants, de nouvelles habitudes alimentaires par le rejet de certains aliments ou principes alimentaires traditionnels et l'acceptation de nouvelles nourritures et habitudes dans le pays d'installation.

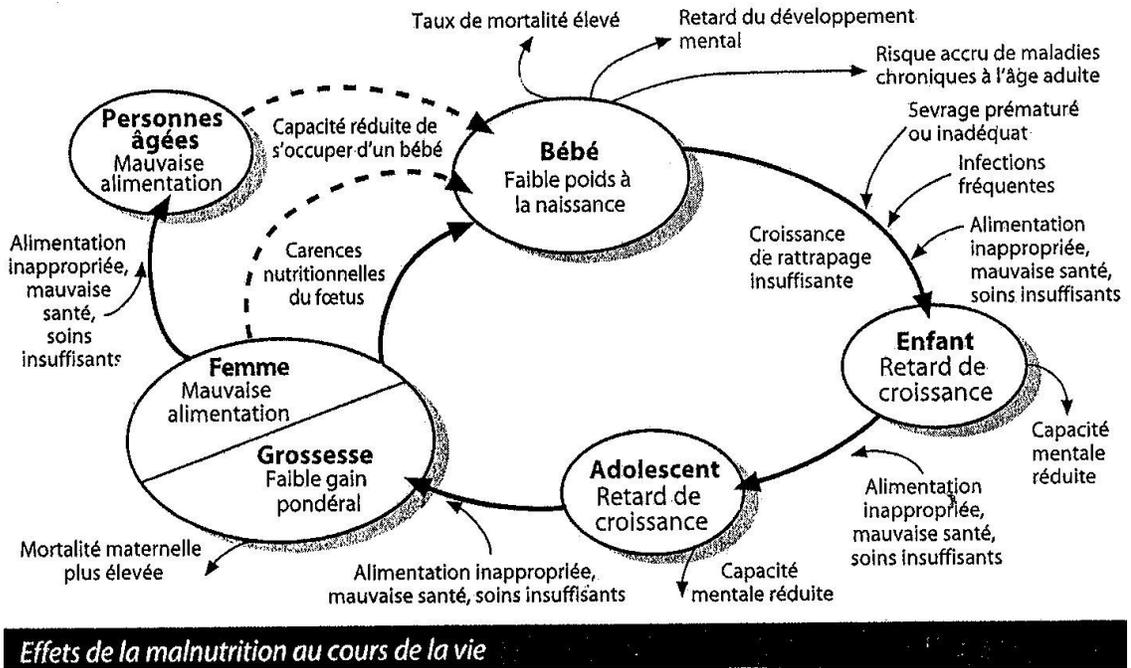
Les **politiques** englobent des lignes directrices, des règlements, des lois, des principes ou des directives. Elles guident nos actions et précisent ce qui doit être fait, qui doit le faire, comment il faut le faire et pour qui (ou à qui) il faut le faire. On trouve des politiques à divers niveaux et dans divers milieux d'interaction : personnel, organisationnel et public.

- *Politiques personnelles*: ensemble des normes sur lesquelles nous nous appuyons pour guider nos propres décisions et actions.
- *Politiques organisationnelles*: encadrent le fonctionnement des organismes et des entreprises. Échappent souvent à l'attention du public.
- *Politiques publiques*: tous les paliers de gouvernement – fédéral, provincial et municipal – créent des politiques pour traiter de questions ou de problèmes précis. Leur élaboration suit un processus qui invite la participation des citoyens (ECUS), des fonctionnaires du gouvernement et des représentants élus. (19)

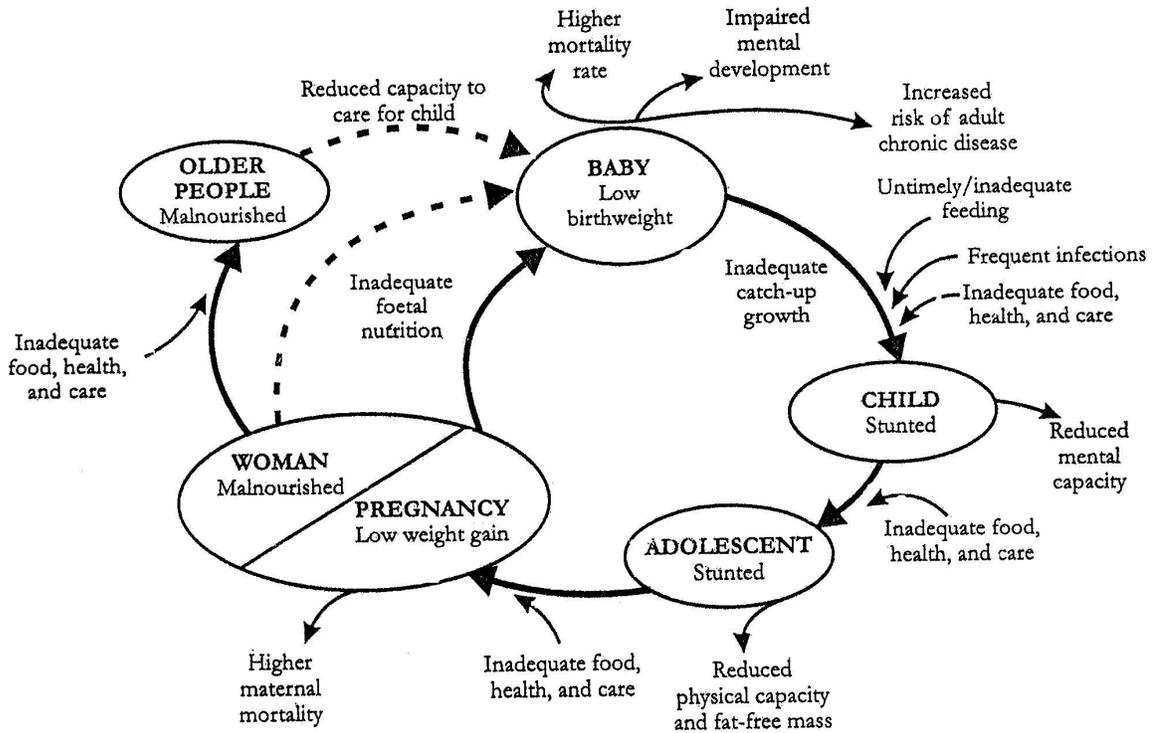
10 Liste des annexes

- 10.1 Annexe 1 : effets de la malnutrition au cours de la vie.
- 10.2 Annexe 2 : Perspective Canadienne sur la sécurité alimentaire.
- 10.3 Annexe 3 : formulaire de consentement.
- 10.4 Annexe 4 : questionnaires préétablis.
- 10.5 Annexe 5 : Histoire diététique ou rappel de 24h

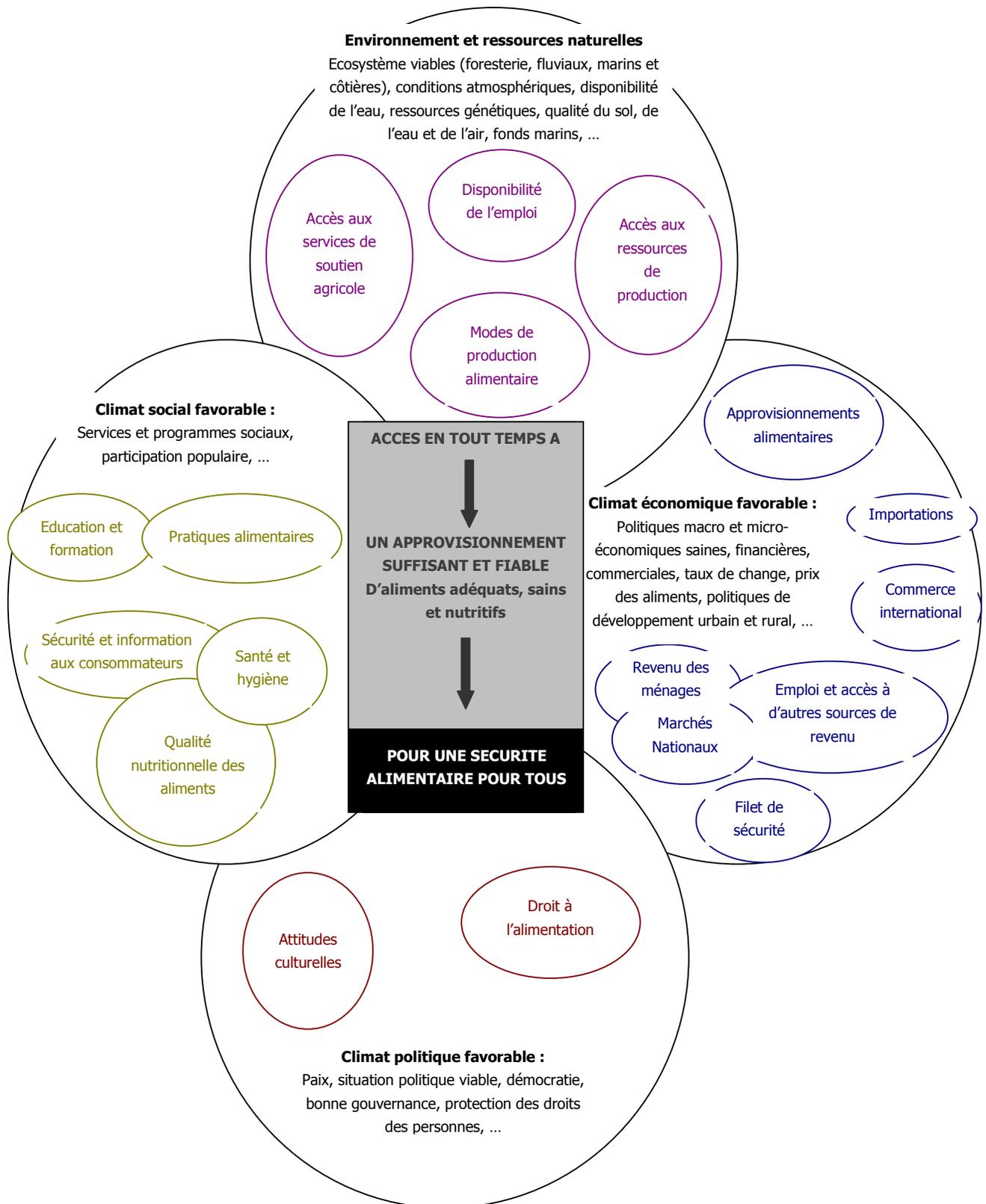
Annexe 1 : effets de la malnutrition au cours de la vie



Nutrition throughout the life cycle



Annexe 2 : Perspective Canadienne sur la sécurité alimentaire



Annexe 3 : formulaires de consentement

**FORMULAIRE DE CONSENTEMENT POUR PARTICIPATION AUX ATELIERS
SUR LA SECURITE ALIMENTAIRE**

Je, soussigné,, consens par la présente à participer aux ateliers sur la sécurité alimentaire suivant les conditions décrites ci-dessous :

Titre du projet :

La sécurité alimentaire telle que vécue par les immigrants francophones de la ville de Moncton.

Responsables :

Lita Villalon, Ph.D., Dt.p., professeure titulaire, Université de Moncton

Jeannine Rasoarinoro, étudiante en Master 2, Université Senghor, Egypte.

Nicole Arsenault, étudiante 3^{ème} année, Baccalauréat Nutrition-alimentation, Université de Moncton.

Objectif du projet :

Cette étude vise à renforcer la capacité communautaire afin d'influencer les politiques pour résoudre les questions de sécurité alimentaire aux niveaux local, provincial et national.

Nature de ma participation :

Ma participation aux ateliers consistera à 1) répondre à des questionnaires sur la sécurité alimentaire, 2) participer à des travaux de groupes sur des thèmes liés à la sécurité alimentaire et 3) participer aux débats sur les problèmes soulevés afin de chercher des solutions.

Avantages personnels pouvant découler de ma participation :

Ma participation au projet me donnera la chance de m'exprimer sur ma situation, de discuter en groupe des problèmes liés à l'insécurité alimentaire, ainsi que les façons dont on y remédie. Ces ateliers me permettront d'améliorer mes connaissances sur la sécurité alimentaire, de prendre conscience de ses implications sur la vie quotidienne et me donnera la satisfaction d'avoir contribué à une étude qui pourra servir à l'élaboration et à l'adaptation des politiques d'intervention au profit de la communauté.

Risques :

La participation à cette étude ne me fait courir aucun risque et n'intervient, en aucun cas, dans mes relations avec l'organisme MAGMA.

Informations concernant le projet :

On devra répondre, à ma satisfaction, à toute question que je poserai à propos du projet de recherche auquel j'accepte de participer.

Retrait de ma participation :

Il est entendu que ma participation au projet de recherche décrit ci-dessus est tout à fait libre, il est également entendu que je pourrais à tout moment mettre un terme à ma participation.

Confidentialité :

Il est entendu que les réponses et les réflexions que je donne, dans le cadre du projet de recherche décrit ci-dessus, demeureront strictement confidentielles.

Je déclare avoir lu et/ou compris les termes de la présente formule.

Signature de l'intéressé :

Signature du témoin :

Fait à Moncton, le 2008

Je, soussigné(e),, certifie: a) avoir expliqué au signataire intéressé les termes de la présente formule, b) avoir répondu aux questions qu'il/elle m'a posées à cet égard et c) lui avoir indiqué qu'il reste à tout moment libre de mettre un terme à sa participation au projet de recherche décrit ci-dessus.

Signature du responsable du projet :

Fait à Moncton, le 2008.

Annexe 4 : questionnaires préétablis

PRENOM :	ACTIVITE 1	GROUPE :
-----------------	-------------------	-----------------

QUESTIONNAIRE 1 : LA SECURITE ALIMENTAIRE SIGNIFIE...

→ Cochez les enjeux qui ont un impact dans votre vie ou dans celle des membres de votre collectivité.

... être en mesure de me procurer la nourriture dont j'ai besoin :

- Etre en mesure de me rendre à un endroit où je peux acheter de la nourriture ou pour faire pousser des aliments.
 - Ne pas devoir m'inquiéter à savoir si j'ai assez à manger.
 - Etre capable de préparer et de faire cuire de la nourriture.
 - Pouvoir me procurer de la nourriture d'une façon qui ne me gêne pas ou ne me fait pas honte.
 - Ne pas être jugé(e) à cause de l'endroit où je me procure ma nourriture ou des aliments que je choisis de manger.
-

... être en mesure de manger des aliments sains et sans danger :

- Pouvoir me payer une saine alimentation.
 - Avoir accès à des aliments de qualité que je sais bons pour moi.
 - Etre en mesure de donner à mes enfants la nourriture que je sais nécessaire à leur croissance et à leur santé.
 - Savoir d'où vient ma nourriture et ce qu'elle contient.
 - Avoir accès à de l'information afin de comprendre comment les pesticides, les agents génétiquement modifiés peuvent affecter ma santé.
-

... être en mesure de me procurer des aliments que j'aime et que j'ai envie de manger :

- Pouvoir me payer la nourriture dont j'ai envie.
 - Apprécier ma nourriture.
 - Partager ma nourriture avec ma famille et mes amis.
 - Célébrer ma culture ou ma collectivité à travers la nourriture.
 - Prendre plaisir à manger les aliments associés à ma culture.
-

... Protéger l'eau, la terre et les personnes qui font pousser et produisent les aliments :

- Pouvoir faire pousser ma propre nourriture.
 - Assurer que l'on pourra produire de la nourriture pour les enfants de mes enfants.
 - Faire en sorte que la culture, la production, la transformation, l'entreposage et la vente des aliments ne causent pas de tort à l'environnement ou à nos collectivités.
 - Assurer qu'il y a de l'espace, des terres, de l'eau et des sols pour les fermes et potagers.
 - Assurer que les gens peuvent gagner leur vie en cultivant, en produisant, en transformant, en manipulant, en vendant ou en servant des aliments.
 - Assurer que notre eau est suffisamment propre pour que nous puissions la boire et que les poissons puissent y vivre.
-

Annexe 4 : questionnaires préétablis

PRENOM :	ACTIVITE 1	GROUPE :
-----------------	-------------------	-----------------

QUESTIONNAIRE 2 :

Maintenant que vous avez repassé la liste de vérification « la sécurité alimentaire signifie... », examinez les points que vous avez cochés.

→ Ces aspects de la sécurité alimentaire sont importants pour vous ou posent un défi pour vous ou pour quelqu'un que vous connaissez. A partir des points que vous avez cochés, décrivez – en mots ou en images – ce que l'insécurité alimentaire et la sécurité alimentaire signifient pour vous.

Qu'est ce que l'insécurité alimentaire signifie pour moi ?

Qu'est ce que la sécurité alimentaire signifie pour moi ?

Annexe 4 : questionnaires préétablis

PRENOM :	ACTIVITE 2	GROUPE :
-----------------	-------------------	-----------------

QUESTIONNAIRE 3 : Sur quoi l'insécurité alimentaire a-t-elle un effet ?

Selon moi, une façon dont l'insécurité alimentaire a un effet sur MOI, c'est ...



Selon moi, une façon dont l'insécurité alimentaire a un effet sur ma FAMILLE, c'est ...

PRENOM :

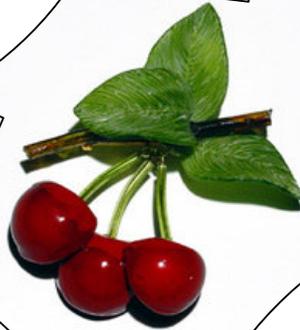
ACTIVITE 2

GROUPE :

QUESTIONNAIRE 3 : Sur quoi l'insécurité alimentaire a-t-elle un effet ?

Selon moi, une façon dont l'insécurité alimentaire a un effet sur l'ECONOMIE, c'est ...

Selon moi, une façon dont l'insécurité alimentaire a un effet sur la SANTE, c'est ...



Selon moi, une façon dont l'insécurité alimentaire a un effet sur la COLLECTIVITE, c'est ...

Selon moi, une façon dont l'insécurité alimentaire a un effet sur l'ENVIRONNEMENT, c'est ...

Annexe 4 : questionnaires préétablis

PRENOM :	ACTIVITE 3	GROUPE :
-----------------	-------------------	-----------------

QUESTIONNAIRE 4 : Réfléchir aux stratégies

Stratégies d'AIDE A COURT TERME :

Exemple :

Les expériences que j'ai eues avec ...

**Stratégies visant à APPORTER UN
CHANGEMENT AU SYSTEME :**

Exemple :

Les expériences que j'ai eues avec ...



**Stratégies de DEVELOPPEMENT DES
CAPACITES INDIVIDUELLES ET
COMMUNAUTAIRES :**

Exemple :

Les expériences que j'ai eues avec ...

Annexe 4 : questionnaires préétablis

PRENOM :	ACTIVITE 3	GROUPE :
-----------------	-------------------	-----------------

QUESTIONNAIRE 5 : avantages et inconvénients de chaque stratégie.

<p><u>Stratégies d'AIDE A COURT TERME :</u></p> <p>Avantages :</p> <p>Inconvénients :</p>		<p><u>Stratégies visant à APPORTER UN CHANGEMENT AU SYSTEME :</u></p> <p>Avantages :</p> <p>Inconvénients :</p>
<p><u>Stratégies de DEVELOPPEMENT DES CAPACITES INDIVIDUELLES ET COMMUNAUTAIRES :</u></p> <p>Avantages :</p> <p>Inconvénients :</p>		

Annexe 4 : questionnaires préétablis

PRENOM :	ACTIVITE 4	GROUPE :
-----------------	-------------------	-----------------

QUESTIONNAIRE 6: L’histoire de Charlene

Charlene est allée demander un bon de nourriture à l’église de sa paroisse. On lui a donné un bon d’une valeur de 50\$. Elle a demandé un bon de nourriture afin d’organiser une petite fête pour l’anniversaire de son fils.

Elle s’est rendue à l’épicerie du coin et a choisi plusieurs articles, dont les hot-dogs, des croustilles, des boissons gazeuses et un mélange à gâteau. La caissière a enregistré le prix des articles, mais quand Charlene a voulu payer avec son bon de nourriture, la caissière lui a dit que si elle était désespérée au point de se procurer un bon de nourriture, elle devrait l’utiliser pour acheter de meilleurs aliments, comme des fruits et légumes. La caissière lui a dit d’aller remettre ces cochonneries sur les tablettes. Charlene était embarrassée, mais elle avait l’habitude d’être traitée de la sorte. Elle a obéi à la caissière et est allée échanger ses produits alimentaires pour d’autres plus nourrissantes. Elle avait honte en sortant du magasin et se demandait comment elle allait faire pour rentrer à la maison et expliquer à son fils qu’il n’aurait pas de fête d’anniversaire cette année – elle n’avait pas d’argent.

→ Quelles sont les valeurs ou des politiques qui entrent en jeu dans cette histoire ?

Annexe 4 : questionnaires préétablis

PRENOM :	ACTIVITE 4	GROUPE :
-----------------	-------------------	-----------------

QUESTIONNAIRE 6: POLITIQUES

1- Que signifie le mot « POLITIQUES » pour vous ?



2- Donnez une liste de mots ou phrases qui sont associées associés à ce mot !



Annexe 4 : questionnaires préétablis

PRENOM :	ACTIVITE 4	GROUPE :
-----------------	-------------------	-----------------

QUESTIONNAIRE 7: Impact des politiques.

Politiques personnelles



Politiques organisationnelles

Politiques publiques

Annexe 4 : questionnaires préétablis

PRENOM :	ACTIVITE 4	GROUPE :
-----------------	-------------------	-----------------

QUESTIONNAIRE 8 : Utiliser les outils de politique.

En 2002, quatre écoles du centre de la Colombie-Britannique ont participé au projet Healthy Eating, Active Living (HEAL) School food and Nutrition Policy. Le projet avait pour but d'améliorer l'apport alimentaire d'élèves de niveau primaire en créant des milieux propices à de saines habitudes alimentaires. Les élèves, le personnel, les enseignants et les enseignantes, des bénévoles ainsi que des professionnels et des professionnelles de la santé ont participé à l'élaboration de politiques alimentaires scolaires qui facilitent la décision de manger sainement.

Le projet a reçu l'appui financier d'un programme de Santé Canada conçu pour aider à prévenir le diabète de type 2. Le district scolaire de Caribou Chilcotin a été le bénéficiaire de cette subvention, et quatre écoles se sont portées volontaires pour participer au programme.

Chacune des écoles s'y est prise différemment pour élaborer ses politiques, mais elles sont toutes inspirées du format proposé par le Healthy Schools Resource Guide pour élaborer leur politique alimentaire. Ce guide leur a fourni des renseignements généraux sur la nutrition et des exemples de politiques alimentaires et de lignes directrices sur la nutrition pour stimuler la discussion et les idées. Le projet HEAL a aussi apporté son aide à l'élaboration et à la prestation de séances de sensibilisation à la nutrition dans les salles de classe, en faisant appel aux services de la nutritionniste en santé publique, qui a agi comme gestionnaire du projet. L'une des politiques créées par les écoles était d'encourager une saine alimentation et un mode de vie actif dans l'école par la sensibilisation des élèves, du personnel et des parents.

Pour appuyer le programme, diverses activités ont été organisées afin notamment de sensibiliser, d'informer et d'amener les élèves à s'impliquer directement. De façon plus particulière, les activités visaient à faciliter l'accès à une saine alimentation, à interdire certains aliments peu nutritifs, à établir des lignes directrices concernant la nourriture servie à l'école, à offrir des mesures incitatives en réduisant les prix des aliments nutritifs, à présenter des ateliers sur la nutrition aux enseignants et aux

enseignantes, à organiser des concours en classe et à proposer des plans de leçons sur une saine alimentation et le *guide alimentaire canadien pour manger sainement*.

→ Dégagez les outils de politique que vous avez observés !

Annexe 4 : questionnaires préétablis

PRENOM :	ACTIVITE 4	GROUPE :
-----------------	-------------------	-----------------

QUESTIONNAIRE 9 : Analyse FFP.

	ASPECTS POSITIFS	ASPECTS NEGATIFS
E X T E R N E S	<p>Forces :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Quels avantages possédez-vous? - Qu'est ce que vous faites avec succès? - A quelles ressources avez-vous accès? - Quelles sont vos forces selon les autres personnes? 	<p>Faiblesses :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Que pourriez-vous améliorer? - De quoi avez-vous besoin? - Où obtenez-vous des résultats médiocres? - Que devriez-vous éviter?
I N T E R N E S	<p>Possibilités :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Quels sont les sources de financement disponibles? - Quelles sont les possibilités dont votre groupe pourrait profiter? 	<p>Menaces ou défis :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Quels tendances ou évènements actuels ont une incidence sur la question qui vous préoccupe?

Demandez-vous...

D'après : Community Tool BOx

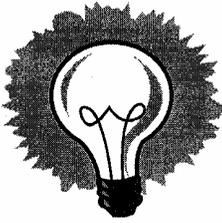
De quoi disposons-nous ?

De quoi avons-nous besoin ?

Annexe 4 : questionnaires préétablis

QUESTIONNAIRE 10 : VOS REFLEXIONS

Vos réflexions! – Activité pour un atelier ou un dialogue communautaire



Vos réflexions!

Pendant que vous écouterez les informations qui vous seront transmises, nous vous invitons à mettre sur papier vos réflexions au sujet des questions suivantes. Nous discuterons de ces questions en petits groupes au cours de l'après-midi.

1. Parmi ce que vous avez entendu lors des présentations ce matin, qu'est-ce qui a vraiment retenu votre attention?
2. Selon vous, qu'est-ce qui doit se passer maintenant dans notre collectivité pour remédier aux problèmes soulevés lors des présentations?
3. Quel pourrait être selon vous le rôle de votre organisme ou votre propre rôle dans les solutions à apporter aux problèmes soulevés lors des présentations?
4. Qui sont les gens et les organismes de votre collectivité qui sont susceptibles de collaborer avec vous à régler les problèmes soulevés lors des présentations?

Annexe 4 : questionnaires préétablis

QUESTIONNAIRE 11 : EVALUATION

J'ai aimé...

**Une nouvelle idée que m'a donnée
l'atelier...**

Je n'ai pas aimé...

**J'aimerais suggérer le changement
suivant...**

Je tiens à souligner que...

Merci.

Annexe 5 : Histoire diététique ou rappel de 24h

PRENOM :	ACTIVITE 4	GROUPE :
-----------------	-------------------	-----------------

QUESTIONNAIRE 12 : HISTOIRE DIÉTÉTIQUE (rappel de 24h)

Nombre d'enfants :		Jour de la semaine (hier): → encerclez				
Nombre dans le ménage :		Lundi	Mardi	Mercredi	Jeudi	Vendredi
Repas/heure	Aliments	Quantité				
Qu'est-ce que vous avez pris comme déjeuner hier ? Heure : _____	-					
	-					
	-					
	-					
	-					
	-					
	-					
Qu'est-ce que vous avez pris comme Collation hier, avant midi ? Heure : _____	-					
	-					
	-					
	-					
	-					
Qu'est-ce que vous avez pris comme dîner hier? Heure : _____	-					
	-					
	-					
	-					
	-					
	-					
	-					
Qu'est-ce que vous avez pris comme Collation hier après midi ? Heure : _____	-					
	-					
	-					
	-					
Qu'est-ce que vous avez pris comme souper hier soir? Heure : _____	-					
	-					
	-					
	-					
	-					
	-					
	-					
Qu'est-ce que vous avez pris comme Collation hier, dans la soirée? Heure : _____	-					
	-					
	-					
	-					
	-					